

Commerce extérieur : lancement des premières exportations de climatiseurs algériens **P7**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mercredi 29 juillet 2026 / N° 1391 / PRIX 20 DA



Équipe nationale
Un vent de transition
souffle sur la liste
de Petkovic **P 12**

Il a fait un large tour d'horizon avec les médias nationaux

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ASSÈNE SES PUNCHLINES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, lundi soir, les principes qui guident la politique extérieure de l'Algérie ainsi que les priorités économiques du pays, à l'occasion de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée sur les chaînes de télévision et de radio nationales. Au cours de cet échange, il est revenu sur les relations avec la France, la révision de l'Accord d'association avec l'Union européenne, le développement des partenariats avec plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, ainsi que sur les principaux dossiers régionaux. **PP 2, 3 et 4**

Tebboune fixe le dialogue national à la rentrée sociale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré son engagement à lancer un dialogue avec les partis politiques remplissant les conditions légales prévues par la loi sur les partis politiques, et ce, lors de la prochaine rentrée sociale.

Lors de son entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président de la République a déclaré: «Je m'engage à lancer un dialogue avec les partis ayant tenu leurs congrès et remplissant toutes les conditions prévues par la loi sur les partis politiques, et ce lors de la prochaine rentrée sociale».

En réponse à une question sur les résultats des élections législatives du 2 juillet 2026, le président de la République a assuré que tous les chiffres et statistiques relatifs à ce scrutin sont «réels», estimant que le taux de participation, établi à 21,24 %, «ne diminue en rien la valeur de l'Assemblée populaire nationale en tant qu'institution constitutionnelle».

Il a également considéré que le jugement porté par les analystes politiques sur le taux de participation «devrait englober tous les aspects, et pas seulement la faiblesse du discours politique».

A ce propos, il a salué la nouvelle composante humaine de l'Assemblée populaire nationale issue de ces élections, caractérisée par un taux de jeunes dépassant 30% et un taux d'universitaires de plus de 70 %, soulignant que ces résultats reflètent son engagement antérieur à «former une nouvelle génération politisée et à lui donner l'opportunité de faire ses preuves dans le domaine politique».

Il a indiqué, à ce propos, être «très optimiste quant à l'avenir du pays», soulignant que l'Algérie «est sur la bonne voie».

Rappelant que «la stabilité du pays prime sur toute chose et se construit par la majorité», le président de la République a fait observer que «l'édification des institutions doit reposer sur des bases solides».

A une question sur la prochaine composante du Gouvernement, le président de la République a déclaré: «Je respecte la Constitution», précisant que le Gouvernement sera «conforme à ce que prévoit la Constitution», et que «cette question ne relève pas de l'appartenance politique, mais de la compétence».

Il a, à cet égard, mis en exergue l'importance pour le staff gouvernemental de réunir «la compétence, le réalisme et le pragmatisme dans la gestion, d'être proche du citoyen et de répondre à ses préoccupations», soulignant que «les diplômes ne suffisent pas» à ce niveau et que la prochaine composante du Gouvernement «inclura des jeunes et des femmes».

VISAS, MÉMOIRE, COOPÉRATION AVEC L'UE...

Le président Tebboune remet les pendules à l'heure

Visas, mémoire, partenariat avec l'Union européenne, coopération avec l'Allemagne et l'Espagne, ainsi que sécurité régionale. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a clarifié plusieurs dossiers stratégiques, réaffirmant les positions constantes de l'Algérie et les nouvelles orientations de son développement économique.

PAR NASSIM TERKI

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, lundi soir, les principes qui guident la politique extérieure de l'Algérie ainsi que les priorités économiques du pays, à l'occasion de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée sur les chaînes de télévision et de radio nationales. Au cours de cet échange, il est revenu sur les relations avec la France, la révision de l'Accord d'association avec l'Union européenne, le développement des partenariats avec plusieurs pays européens, notamment l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, ainsi que sur les principaux dossiers régionaux.

L'Algérie n'a jamais demandé de quotas de visas

Le chef de l'État a tenu à répondre aux contre-vérités qu'il estime entretenues autour des relations entre Alger et Paris. S'adressant, selon ses termes, «aux Algériens avant nos amis français», il a rappelé que l'Algérie «ne fait jamais la manche», rejetant les discours laissant croire que le pays aurait sollicité une augmentation du nombre de visas délivrés par la France.

Le président Tebboune a affirmé sans équivoque que «le président algérien n'a jamais demandé un quota de visas, un nombre de visas ou parlé de visas», rappelant que l'octroi des visas relève exclusivement de la souveraineté des États.

Cette mise au point intervient après la polémique suscitée en France à la suite des déclarations de l'ambassadeur de France en Algérie sur la délivrance des visas. Plusieurs responsables politiques de droite et d'extrême droite y avaient vu une prétendue concession faite à l'Algérie. Le Quai d'Orsay avait pourtant précisé que la question des visas ne figurait pas parmi les sujets abordés dans les discussions engagées entre Alger et Paris. Le président français Emmanuel Macron avait lui aussi affirmé qu'il n'existait «aucun objectif chiffré» en matière de visas.

Une position constante sur la mémoire

Le président de la République est également revenu sur le dossier mé-

moriel, objet de nombreuses polémiques dans le débat politique français.

Il a rappelé que la position officielle de l'Algérie est claire et constante: elle réclame la reconnaissance officielle du passé colonial de la France, sans jamais avoir demandé d'excuses, de repentance ni d'indemnisation.

«Je n'ai jamais demandé d'excuses, je n'ai jamais demandé d'indemnisation», a insisté le président de la République.

Dans le même esprit, il convient de rappeler que la loi criminalisant le colonialisme, adoptée par le Parlement en avril dernier, a été amendée afin de retirer les dispositions initiales relatives aux excuses et aux indemnisations, en cohérence avec la position officielle de l'État.

Union européenne : réviser un accord devenu inadapte

Abordant les relations avec l'Union européenne, le président de la République a souligné la nécessité de réviser l'Accord d'association signé en 2005.

Il a expliqué que cet accord avait été conclu dans un contexte exceptionnel où l'économie nationale dépendait presque exclusivement des exportations d'hydrocarbures.

Aujourd'hui, a-t-il relevé, la diversification de l'économie algérienne impose une adaptation de cet accord afin qu'il reflète les nouvelles capacités de production du pays.

À titre d'exemple, il a rappelé que l'Algérie importait près de trois millions de tonnes de ciment en 2016, alors que ses capacités de production dépassent désormais quarante millions de tonnes.

Le président Tebboune a indiqué avoir évoqué cette question avec plusieurs dirigeants européens, notamment allemands et espagnols, insistant sur l'ouverture du marché européen aux produits algériens.

Il a souligné que les matériaux de construction, les produits sidérurgiques ainsi que les produits agricoles et agroalimentaires nationaux disposent désormais d'un niveau de qualité leur permettant d'accéder aux marchés européens.

Selon lui, cette demande a reçu un accueil favorable de plusieurs pays européens, en particulier de l'Italie.



Allemagne : un partenariat d'excellence fondé sur le transfert de technologie

Le président de la République a qualifié les relations algéro-allemandes d'excellentes, estimant que les accords récemment conclus entre les deux pays ont hissé ce partenariat à un niveau d'excellence grâce au transfert de technologie.

Il a cité le projet Opel de fabrication locale de moteurs automobiles, qui permettra à l'Algérie d'intégrer pleinement le domaine de la mécanique de précision en s'appuyant sur les sciences appliquées orientées vers les besoins de l'industrie nationale.

Dans le secteur énergétique, le président Tebboune a rappelé l'ambition de l'Algérie de devenir le principal fournisseur de l'Allemagne en hydrogène vert grâce à un gazoduc qui transitera par l'Autriche.

Il a également évoqué l'étude d'un vaste programme de centrales solaires destinées à produire de l'électricité qui pourrait être exportée vers l'Europe via l'Italie.

Dans le domaine pharmaceutique, il a indiqué que l'Allemagne avait accepté de transférer à l'Algérie quatre molécules pharmaceutiques de pointe permettant la fabrication locale de médicaments innovants, notamment dans la lutte contre le cancer.

Le président a ajouté que cette coopération repose sur un climat de confiance mutuelle et nécessite un environnement favorable que l'Algérie s'emploie à renforcer grâce au développement de l'intelligence artificielle, de la robotique et à la formation de milliers d'ingénieurs. Il a estimé que ces partenariats démontrent que l'Algérie demeure un partenaire fiable sur la scène internationale, contrairement aux discours évoquant son prétendu isolement.

Espagne : de nouveaux accords économiques attendus

Évoquant les relations avec l'Espagne, le président de la République a

annoncé la signature, au mois d'octobre prochain, de plusieurs accords bilatéraux couvrant différents secteurs économiques, notamment celui de l'énergie.

Il a également fait état d'un projet de partenariat portant sur la fabrication en Algérie d'équipements et de composants destinés aux stations de dessalement de l'eau de mer afin d'accroître le taux d'intégration nationale dans cette filière.

Le président a rappelé que l'Italie demeure aujourd'hui le premier importateur de gaz algérien, devant l'Espagne puis la France.

Voisinage : une politique fondée sur le bon voisinage et la stabilité

Le président Tebboune a réaffirmé que l'Algérie ne fera jamais de mal à ses voisins, estimant que les Algériens pouvaient être fiers de cette ligne de conduite.

Il a affirmé que le terrorisme n'est ni un héritage ni une fatalité en Afrique, soutenant que ceux qui prétendent aujourd'hui aider le Mali à combattre ce phénomène sont, selon lui, parmi ceux qui l'ont créé ou favorisé.

Le chef de l'État a rappelé les liens séculaires de fraternité et de bon voisinage unissant l'Algérie et le Mali. Concernant la Tunisie, il a dénoncé les tentatives visant à déstabiliser ce pays afin de l'isoler de l'Algérie. «Celui qui touche la Tunisie nous touche», a-t-il affirmé, réitérant le soutien constant de l'Algérie à son voisin.

Moyen-Orient : une action concertée pour la stabilité

Abordant la situation au Moyen-Orient, le président de la République a indiqué que l'Algérie œuvre au règlement de plusieurs crises en coordination avec des pays comme l'Égypte et l'Arabie saoudite.

Il a toutefois regretté qu'un «petit État» continue, selon ses propos, à alimenter les tensions et à déstabiliser certains pays de la région. ■

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

SECTEUR INDUSTRIEL

« 30 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures attendus »

Le secteur industriel s'achemine vers la réalisation de l'autosuffisance dans plusieurs filières, à l'instar de l'électroménager et des équipements électriques, avec d'importantes capacités d'exportation, a déclaré le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes de la Télévision et de la Radio nationales.

PAR MAHREZ Z.

Il a souligné, à ce propos, que les opérateurs économiques se sont engagés, à travers le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), à porter les exportations hors hydrocarbures à près de 30 milliards de dollars à l'horizon 2029-2030, un montant équivalent aux recettes pétrolières. Abordant les mégaprojets économiques structurants, le président de la République a souligné l'importance du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, qui est désormais passé à la « vitesse supérieure » dans son exécution. Il a rappelé les nombreux avantages de cette infrastructure, notamment la facilitation des déplacements, la réduction du coût du transport des marchandises, le redéploiement de la population, l'amélioration de l'aménagement du territoire et la valorisation des ressources disponibles dans les régions éloignées.

La réception du projet est prévue en 2028, selon le président de la République, qui a expliqué que cette ligne permettra à l'Algérie de conforter son rôle pionnier dans la réalisation de l'intégration africaine. S'agissant de la stratégie de l'Algérie visant à assurer sa sécurité hydrique, le président de la République a indiqué qu'elle se poursuivait afin de garantir l'approvisionnement en eau potable et de faire face à la baisse des précipitations, à travers l'accélération du programme de réalisation des stations de dessalement d'eau de mer le long du littoral. Cette stratégie permettra à l'Algérie de devenir un leader mondial dans ce domaine, avec un taux de couverture de 62 % de la consommation en eau potable à l'horizon 2029.



Amélioration du climat des affaires

Concernant les efforts déployés pour améliorer le climat des affaires en Algérie, le président de la République a mis en avant le rôle important du Guichet unique, qui permet aux porteurs de projets d'investissement de gagner du temps et d'éviter les procédures bureaucratiques. Il a insisté sur la nécessité pour le secteur bancaire de s'adapter aux mutations en cours. Dans le même contexte, le président de la République a estimé que le retrait de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) constituait un « acquis important », fruit d'efforts considérables déployés à plusieurs niveaux. Cette avancée est de nature à attirer de nouveaux investissements, à ren-

forcer la confiance des investisseurs et à garantir davantage de transparence dans les transactions. Le président de la République a affirmé que les mesures prises, notamment celles liées à la protection et à l'encouragement du produit national ainsi qu'à l'orientation vers les exportations hors hydrocarbures, ont permis une meilleure maîtrise de l'inflation, dont le taux est tombé à 2 % en 2026, après avoir dépassé les 11 % au cours des années précédentes. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, en outre, l'importance de la révision de l'Accord d'association avec l'Union européenne (UE), notamment à la lumière de l'entrée de l'économie algérienne dans une nouvelle phase de diversification de sa production. ■

Le chef de l'État s'y engage

Nouvelle revalorisation des salaires et des retraites à partir de 2027

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé son engagement à poursuivre la revalorisation des salaires, des pensions de retraite et du Salaire national minimum garanti (SNMG), soulignant que ces mesures seront mises en œuvre progressivement afin de préserver les équilibres économiques et de maîtriser l'inflation. Tebboune a annoncé qu'une nouvelle augmentation des salaires était prévue, tout en rappelant avoir procédé à deux revalorisations du SNMG, qu'il estime désormais avoir atteint un niveau « acceptable ». Le président a également expliqué que les futures revalorisations

salariales devraient être conduites « sans provoquer une hausse de la masse monétaire susceptible d'alimenter l'inflation », précisant que l'objectif est de « maîtriser l'injection d'argent dans l'économie nationale afin de produire des effets positifs sur la croissance et le pouvoir d'achat ». Le président de la République a également rappelé les mesures sociales engagées depuis 2019, citant notamment l'exonération de l'impôt sur le revenu pour les salaires allant jusqu'à 30 000 DA, l'augmentation de 47 % des salaires, ainsi que les deux revalorisations des pensions de retraite. Le président de la République a indiqué, d'autre part, que les pouvoirs publics

« poursuivent la lutte contre l'argent sale, tout en œuvrant à l'amélioration progressive des revenus des citoyens ». Il a relevé, à ce propos, que d'autres dossiers sociaux restaient à examiner, citant notamment la revalorisation des bourses des étudiants, tout en précisant que leur concrétisation « dépendra de l'amélioration des performances économiques ». À ce titre, il a expliqué que les performances réalisées grâce au développement de la production nationale et à la réduction des importations de certains produits stratégiques « permettront d'accroître les revenus de l'État, lesquels devront ensuite se répercuter sur le revenu des citoyens ». **M. Z.**

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Le président Tebboune privilégie les compétences aux appartenances politiques

PAR BOUALEM B.

Dans son entretien avec la presse nationale, le président Abdelmadjid Tebboune a également abordé la formation du futur gouvernement. Les élections législatives n'ayant pas permis de dégager une majorité claire, le chef de l'État dispose d'une marge de manœuvre que lui reconnaît la Constitution. « Je ne suis tenu que par la Constitution. Il y a une majorité présidentielle.

Le gouvernement sera ce qu'il doit être au final », a-t-il résumé. Les critères qu'il privilégie sont la compétence, le réalisme et la capacité à résoudre les problèmes des citoyens. L'appartenance partisane ne constituera pas un critère

déterminant. « Ce n'est pas l'appartenance partisane qui fera qu'une personne sera ministre ou non. Ce qui compte, ce sont les compétences en matière de gestion, pas les idées théoriques », a-t-il tranché. Le président insiste sur la nécessité de privilégier des profils de terrain. Les diplômes, à eux seuls, ne suffisent pas. Il veut des hommes et des femmes capables d'affronter les difficultés concrètes, proches des citoyens, à l'écoute de leurs préoccupations et capables de rester engagés face aux défis. « Les statistiques, on peut les utiliser comme on veut. Je veux des gens proches du citoyen... Il faut chercher l'oiseau rare. Cela ne veut pas dire qu'on l'a trouvé, mais on essaie », a-t-il précisé. Concernant la place des femmes

et des jeunes, M. Tebboune refuse toute approche démagogique.

La jeunesse constitue un atout, mais ne saurait être une fin en soi. « Quand il y a un jeune compétent, c'est l'idéal. Ceci dit, il y aura des femmes et des jeunes, bien sûr », a-t-il affirmé. Interrogé sur le faible taux de participation aux élections législatives, le président a écarté toute remise en cause de la légitimité de l'Assemblée nationale. « Un taux de 20 % ou de 70 % n'enlève rien à la valeur de l'institution qui va légiférer », a-t-il déclaré. Il s'est également félicité de la transparence des résultats annoncés, affirmant : « J'ai interdit d'ajouter ne serait-ce qu'un 0 % aux chiffres de la participation. » ■

Éditorial
l'EXPRESS

FERMETÉ DIPLOMATIQUE,
OFFENSIVE ÉCONOMIQUE

PAR MAHDI B.

Trois niveaux d'intervention particulièrement pertinents et stratégiques, à savoir la diplomatie, l'économie et le bien-être du citoyen, ont été notamment abordés lundi par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entretien devenu traditionnel avec des représentants des médias nationaux. Le premier volet de l'intervention de M. Tebboune a porté sur les relations diplomatiques de l'Algérie, aussi bien avec les pays voisins qu'avec les pays arabes et européens. S'il a expliqué et réaffirmé que le terrorisme n'était ni un « héritage » en Afrique ni une « fatalité », il a néanmoins estimé que la propagation de ce phénomène sur le continent n'était pas le fruit du hasard. « Ceux qui ont créé le terrorisme et leurs complices sont ceux-là mêmes qui disent vouloir aider les Maliens à régler le problème du terrorisme », a-t-il déclaré. L'Algérie, a-t-il rappelé, demeure attachée à une politique fondée sur le bon voisinage, le respect de la souveraineté nationale des pays amis et voisins et la non-ingérence. Une ligne diplomatique qu'il a illustrée à travers la situation en Tunisie : « On veut déstabiliser la Tunisie à cause de l'Algérie. On veut l'isoler de l'Algérie pour en faire une proie facile et on ne les laissera pas faire », a-t-il martelé, ajoutant : « Celui qui touche la Tunisie nous touche. » L'Algérie restera aux côtés de ses voisins et de ses partenaires africains : telle est la conclusion qui se dégage des déclarations du président de la République, qui a également réaffirmé la volonté d'Alger de contribuer au règlement de plusieurs crises au Moyen-Orient, même s'il a dénoncé le rôle d'un « petit État » qui, selon lui, continue d'alimenter les tensions dans la région. Pour autant, l'Algérie poursuit le développement de relations de qualité avec les pays européens, tout en plaidant pour une révision de l'Accord d'association qui la lie à l'Union européenne. S'agissant des relations avec la France, toujours marquées par des tensions liées à certains débats politiques internes, notamment autour des questions migratoires et mémorielles, le président Tebboune a tenu à clarifier plusieurs points. Face aux déclarations de certains responsables politiques français sur le dossier des visas, il a voulu « mettre les points sur les i », en précisant trois éléments destinés « aux Algériens avant nos amis français ». « Le président algérien n'a jamais demandé un quota de visas, un nombre de visas ou parlé de visas » avec la France, a-t-il affirmé. Concernant le dossier mémoriel, il a également déclaré : « Je n'ai jamais demandé d'excuses, je n'ai jamais demandé d'indemnisation. » « L'Algérie ne fera jamais la manche », a-t-il encore assuré, réaffirmant ainsi la fermeté de la position algérienne sur des dossiers considérés comme stratégiques. Sur le plan social, le président de la République a tenu à rassurer les travailleurs et les retraités en réaffirmant son engagement à poursuivre l'amélioration de leurs conditions de vie. Les mesures annoncées, susceptibles d'alléger les contraintes pesant sur les catégories sociales les plus vulnérables, devront toutefois être mises en œuvre progressivement afin de préserver les équilibres économiques et de maîtriser l'inflation. Les revalorisations salariales et des pensions de retraite devront ainsi être conduites « sans provoquer une hausse de la masse monétaire susceptible d'alimenter l'inflation ». L'objectif, a-t-il expliqué, est de « maîtriser l'injection d'argent dans l'économie nationale afin de produire des effets positifs sur la croissance et le pouvoir d'achat ». « Je m'engage à le faire à partir de 2027 », a-t-il affirmé. Sur le volet économique, le président Tebboune s'est félicité des avancées enregistrées, notamment dans le secteur agricole. Il a cité la réduction de la facture des importations de blé dur de plus de 1,5 milliard de dollars ainsi que l'atteinte de l'autosuffisance en céréales, qu'il a qualifiée de « fierté nationale » et qui traduit, selon lui, les efforts engagés en faveur de la souveraineté alimentaire. Cette évolution, a-t-il souligné, est le résultat d'un « bond important » du secteur agricole, qui permet désormais à l'Algérie d'exporter certains produits agricoles. S'appuyant sur des indicateurs économiques, sociaux et politiques qu'il juge favorables, le président de la République s'est dit « très optimiste » quant à l'avenir du pays, estimant que l'Algérie est « sur la bonne voie ». « L'Algérie ne se soumet ni aux pressions ni aux menaces. Elle ne s'achète pas et elle ne se vend pas », a-t-il conclu, réaffirmant la volonté de l'État de préserver ses choix politiques, diplomatiques et économiques ainsi que son environnement sécuritaire avec ses partenaires et pays amis.

Rationalisation de l'énergie
Le secteur des affaires
religieuses mobilisé

La rationalisation de la consommation énergétique ne relève pas uniquement d'une démarche technique. Elle constitue également un enjeu de sensibilisation collective, fondé sur l'évolution des comportements et la responsabilité citoyenne. C'est dans cette perspective que le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a lancé, hier, à Alger, une campagne nationale de sensibilisation placée sous le slogan : « La rationalisation de notre énergie, une garantie de notre avenir ». La campagne, organisée à Dar El Imam d'El Mohammadia, vise à promouvoir une culture de consommation responsable de l'énergie, notamment durant la période estivale marquée par une forte hausse de la demande en électricité. Pour Mourad Maiza, directeur général de l'orientation religieuse et de la culture islamique au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, la préservation de l'énergie dépasse le cadre des mesures techniques pour devenir une question de conscience collective. « La rationalisation de la consommation énergétique n'est plus un simple choix facultatif, elle est devenue une nécessité nationale, voire un devoir impérieux dicté par l'intérêt général et par les défis économiques et environnementaux auxquels nous sommes confrontés », a-t-il affirmé. Il a souligné que le ministère poursuit ses efforts en coordination avec les différentes institutions publiques concernées par la transition énergétique et l'efficacité énergétique, afin d'ancrer de nouvelles habitudes de consommation. Dans ce cadre, le Centre culturel islamique et ses antennes implantées à travers les wilayas contribuent à cette démarche à travers des programmes de sensibilisation et des activités culturelles, intellectuelles et scientifiques. Ces actions s'inscrivent également dans le rôle éducatif des mosquées, des écoles coraniques et des instituts de formation.

La consommation dépasse
les 21 000 mégawatts en été

De son côté, Fatima Marzougui, directrice de la communication du groupe Sonelgaz, a mis en avant l'évolution importante de la consommation électrique durant la saison estivale. « La consommation électrique varie fortement selon les saisons. Durant neuf mois de l'année, elle se situe autour de 9 000 à 11 000 mégawatts. En été, entre juillet et août, elle dépasse les 21 000 mégawatts », a-t-elle expliqué. Elle a précisé que les prévisions pour 2026 tablaient sur une progression de la demande de 3,5 % en cas de températures normales et pouvant atteindre 7 % lors des périodes de fortes chaleurs. Cette hausse est liée à plusieurs facteurs, notamment le développement économique, le raccordement de nouveaux logements, l'extension des exploitations agricoles, la mise en service de projets stratégiques ainsi que le développement des stations de dessalement. La responsable de Sonelgaz a également relevé l'impact du changement climatique, notamment à travers les vagues de chaleur et les phénomènes de « coupoles thermiques », qui accentuent la pression sur le réseau électrique durant l'été. Selon les données présentées, la capacité installée de production électrique atteint actuellement 27 300 mégawatts, ce qui place l'Algérie au troisième rang africain et au cinquième rang arabe. « Cela reflète l'ampleur des investissements consentis par l'État dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables », a-t-elle souligné. Intervenant à son tour, le lieutenant-colonel Rabah Benmahieddine, représentant de la Direction générale de la Protection civile, a alerté sur les risques liés à une mauvaise utilisation des installations et équipements électriques. « En 2025, nous avons enregistré 318 incendies domestiques dus à un usage incorrect de l'électricité, causant le décès de 26 personnes », a-t-il indiqué. Selon lui, ces incidents sont principalement provoqués par l'utilisation inappropriée des chargeurs de téléphones, des rallonges électriques, ainsi que par le recours à des équipements électriques et électroménagers contrefaits ou non conformes. À cette occasion, le représentant de la Protection civile a recommandé à chaque foyer de disposer d'un extincteur afin de pouvoir intervenir rapidement en cas de départ de feu. Il a également rappelé l'importance de la formation aux premiers secours, précisant que la Protection civile a déjà formé 200 000 personnes dans ce domaine et se tient prête à élargir ces programmes à d'autres catégories dans le cadre de futures conventions.

R. N.

FEUX DE FORÊTS

Abdelmadjid Tebboune rend hommage
aux forces mobilisées sur le terrain

Le président de la République a souligné que l'Algérie s'était préparée à faire face à ce type de catastrophes, dans un contexte marqué par les effets du changement climatique et la hausse exceptionnelle des températures.

PAR MERIEM KA

Face aux incendies qui ont touché plusieurs wilayas, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a salué la mobilisation des services de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire, des services des forêts, de Sonelgaz ainsi que des nombreux jeunes volontaires engagés sur le terrain. Il a relevé que les incendies enregistrés cette année intervenaient dans un contexte marqué par les effets du changement climatique et une hausse exceptionnelle des températures, un phénomène qui touche également plusieurs régions du monde. « Les experts ont confirmé depuis longtemps les effets du changement climatique. Il s'agit d'un phénomène mondial et pas seulement propre à notre région », a-t-il affirmé, en évoquant les incendies ayant frappé plusieurs pays, notamment le Canada et des pays d'Amérique du Sud. Contrairement aux années 2021-2022, durant lesquelles l'Algérie avait sollicité l'aide de certains pays en raison du manque d'appareils et de moyens matériels, « nous n'avons demandé l'aide de personne cette fois-ci, contrairement à des pays développés qui ont fait appel à l'aide internationale ». Le président de la République a précisé que l'Algérie s'était préparée à faire face aux incendies avec pas moins de 24 appareils,



pareils et de moyens matériels, « nous n'avons demandé l'aide de personne cette fois-ci, contrairement à des pays développés qui ont fait appel à l'aide internationale ». Le président de la République a précisé que l'Algérie s'était préparée à faire face aux incendies avec pas moins de 24 appareils,

entre avions et hélicoptères, appartenant à différents corps. Il a également annoncé que le ministère de la Défense nationale avait engagé des démarches pour l'acquisition de nouveaux appareils afin de renforcer davantage les capacités nationales d'intervention. Abdelmadjid Tebboune a salué le niveau de

conscience des citoyens face aux différents défis, se disant « très optimiste » quant à l'avenir du pays. Il a notamment évoqué l'élan de solidarité nationale manifesté par les Algériens, ainsi que l'engagement de la jeunesse dont « le patriotisme aigu et l'esprit de volontariat étonnent de plus en plus le monde ».

M. K.

Tous les incendies maîtrisés

Après vingt jours de lutte acharnée contre les flammes, les éléments de la Protection civile ont maîtrisé la totalité des incendies enregistrés depuis le 8 juillet dernier, a annoncé hier la Direction générale de la Protection civile. Depuis le début de la vague de chaleur, 1 968 foyers ont été recensés à travers le pays, dont 667 incendies de forêts, de maquis et de broussailles, ainsi que 1

301 feux touchant des cultures agricoles, des arbres fruitiers et des palmiers. Ces incendies ont été entièrement maîtrisés grâce à la mobilisation des sapeurs-pompiers, qui ont opéré en synergie avec les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), les services des forêts et les collectivités locales. Toutefois, afin de prévenir tout nouveau départ de feu, les services de la Protection civile

maintiennent leur dispositif de veille et appellent les citoyens à faire preuve de vigilance. Récemment, le directeur général des forêts, Djamel Touahria, a expliqué que la propagation des feux résultait de la combinaison de plusieurs facteurs, notamment des conditions météorologiques défavorables caractérisées par de fortes chaleurs et des vents violents, ainsi qu'une

végétation dense favorisée par un hiver pluvieux et une abondance d'herbes sèches. Concernant les départs de feu, le responsable a mis en cause la négligence humaine, citant notamment les feux mal maîtrisés et l'absence de débroussaillage aux abords des habitations et des routes, sans écarter toutefois les actes criminels ni les causes naturelles.

CRIMINALITÉ URBAINE

L'État mène une guerre sans merci
contre les bandes de quartiers

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'État poursuivra une guerre sans merci contre les bandes qui sèment la terreur dans les quartiers des villes. Lors de son entretien périodique avec les médias nationaux, le président de la République s'est montré catégorique face au phénomène des bandes de quartiers. « Je m'engage à protéger l'ensemble de nos familles. Nous menons une guerre sans merci contre ces individus », a-t-il déclaré. Assurant que tous les moyens sécuritaires étaient déployés sur le terrain, il a conclu avec fermeté : « Nous les vaincrons. » « Lorsqu'il s'agit de la sécurité et du bien-être du citoyen, seule la loi prévaut », a poursuivi le président de la Ré-



publique, rappelant l'arsenal juridique mis en place pour lutter contre ce phénomène. Plusieurs textes de loi ont ainsi été révisés ces dernières années, notamment le Code pénal, a-t-il souligné, avertissant que « quiconque se permet d'insulter une région, des personnes ou le pays devra en répondre devant la justice,

qui statuera sur ces affaires ». Pour rappel, en avril dernier, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a procédé à l'installation des membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre les bandes de quartiers pour la période 2026-2029. Cette commis-

sion est chargée notamment d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie nationale globale, fondée sur un diagnostic précis du phénomène et ciblant différents espaces, notamment le milieu scolaire, les quartiers, les maisons de jeunes, les mosquées ainsi que l'espace numérique. Elle accorde une attention particulière aux mécanismes de prévention, de sensibilisation et d'alerte précoce. Appelant à une mobilisation collective de l'ensemble des acteurs (famille, école, mosquées, société civile et médias), M. Sayoud a affirmé que la lutte contre les bandes de quartiers constitue une responsabilité partagée nécessitant la coordination des efforts et l'intensification du travail de terrain.

M. Ka

RENTREE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 400 000 places pédagogiques et 23 nouvelles spécialités introduites

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a annoncé la mise à disposition de plus de 400.000 places pédagogiques et l'ouverture de 23 nouvelles spécialités dans le cadre de la rentrée de la formation professionnelle, fixée au 4 octobre prochain. Elle a souligné l'importance de s'appuyer pleinement sur le référentiel national des formations et des compétences (RNFC), et de généraliser la formation selon l'approche par compétences et d'intensifier les opérations de formation et de qualification des formateurs et des cadres dans ce domaine.

PAR MERIEM K.

Président, lundi, les travaux d'une conférence nationale consacrée à la prochaine rentrée de la formation professionnelle, la ministre a indiqué que celle-ci constitue « une étape stratégique pour la mise en œuvre des réformes que connaît le secteur ». Dans ce cadre, « plus de 400.000 places pédagogiques ont été assurées dans les différents modes de formation, notamment la formation par apprentissage, avec l'introduction de 23 nouvelles spécialités dans plusieurs domaines, dont l'environnement, l'agriculture, l'industrie et la numérisation ». Mme Arhab a également fait savoir que les inscriptions pour cette rentrée débiteront le 8 août et se poursuivront jusqu'au 26 septembre prochain. A ce propos, elle a précisé que cette conférence qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la rentrée de la formation professionnelle 2026, était consacrée à « la présentation et à l'examen de la note d'encadrement relative à cette rentrée, ainsi qu'à l'évaluation du niveau de préparation des établissements de formation, outre l'ajustement des différents aspects organisationnels et pédagogiques, à même de garantir une rentrée réussie ». Mme Arhab a insisté sur la nécessité du « strict respect du contenu de la note d'encadrement et d'unifier la



méthodologie de travail à travers l'ensemble des établissements de formation, tout en œuvrant à améliorer la qualité de la formation et à réunir toutes les conditions nécessaires à l'accueil des stagiaires, ainsi qu'à renforcer l'offre de formation dans les spécialités prioritaires, selon une approche nationale répondant aux besoins économiques et de développement ». La ministre a également souligné l'importance de s'appuyer pleine-

ment sur le référentiel national des formations et des compétences (RNFC), en tant « qu'outil de référence pour adapter les offres de formation aux besoins des secteurs économiques, notamment au regard des projets structurants et stratégiques que connaît l'Algérie », précisant que « 640 spécialités ont été actualisées ». Elle a, en outre, mis en avant la nécessité de « se référer au tableau de bord et à la cartographie des métiers comme deux outils de

planification et de prospection des besoins futurs en compétences, afin d'orienter la formation vers les métiers prioritaires ». Sur le plan pédagogique, la ministre a estimé nécessaire « de généraliser la formation selon l'approche par compétences et d'intensifier les opérations de formation et de qualification des formateurs et des cadres dans ce domaine », tout en insistant sur « le renforcement de l'introduction de la langue anglaise dans les

parcours de formation, en vue de permettre aux stagiaires de suivre les évolutions scientifiques et technologiques et de s'ouvrir aux connaissances modernes », outre « le renforcement de la formation dans le domaine de l'entrepreneuriat ». Elle a appelé à poursuivre le développement des centres d'excellence de la formation professionnelle, à travers la modernisation de leurs équipements, le renforcement de leurs partenariats avec les opérateurs économiques et l'actualisation de leurs offres de formation, « en phase avec les besoins des grands projets structurants et des secteurs stratégiques, afin qu'ils puissent jouer leur rôle en tant qu'établissements de référence dans la préparation de compétences qualifiées répondant aux métiers demandés sur le marché du travail et contribuant au soutien de l'économie nationale ». Concernant la formation à distance, Mme Arhab a mis en relief « la nécessité d'élargir ce mode de formation et d'en enrichir le contenu pédagogique, tout en développant des offres de formation de qualité dans les domaines des technologies modernes, à l'instar de l'intelligence artificielle, de la programmation et de la cybersécurité, afin d'accompagner la transformation numérique et de répondre aux exigences des métiers d'avenir ». ■

Pour simplifier les procédures administratives

Le ministère de l'Education nationale adopte le système de l'Apostille

Le ministère de l'Education nationale a adopté officiellement le système de l'Apostille pour la légalisation des diplômes, afin de simplifier les procédures administratives, a annoncé hier le ministère dans un communiqué. Cette mesure « concerne tous

les documents publics délivrés par l'administration centrale du ministère et les directions de l'éducation des wilayas, ainsi que les diplômes et documents pédagogiques délivrés par les établissements publics placés sous tutelle », précise le communiqué.

A cet effet, « les citoyennes et les citoyens doivent introduire (depuis le 9 juillet 2026) leurs demandes d'obtention de cette certification via la plateforme nationale dédiée, accessible sur le site électronique apostille.gov.dz, en suivant toutes les étapes requises pour

son obtention, depuis le retrait du document destiné à être utilisé à l'étranger auprès de l'établissement émetteur, jusqu'à sa signature et sa remise », explique la même source. Ce système s'inscrit dans le cadre de « la facilitation de

l'authentification des documents destinés à être utilisés dans les Etats parties à la Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers », rappelle le communiqué du ministère.

LUTTE CONTRE LEURS FACTEURS DE RISQUE

Le ministère élabore un 2^e Plan national pour la prévention des maladies non transmissibles

Le ministère de la Santé a organisé, lundi à Alger, une rencontre dédiée à l'élaboration du 2^e Plan national stratégique multisectoriel pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), en présence de spécialistes et de représentants d'organismes relevant de l'Organisation des Nations unies. Dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet, Khalil Reda Hadj Mati, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a estimé « qu'au vu de la hausse des taux de morbidité et de mortalité qu'elles engendrent, les MNT constituent un défi mondial nécessitant la mobilisation de la communauté in-

ternationale pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour lutter contre ces maladies ». Dans ce cadre, il a rappelé « l'attachement de l'Algérie, partant de ses engagements internationaux, à garantir et à promouvoir la santé des citoyens », le secteur de la santé ayant accordé « une importance particulière, au titre de son programme d'action pour la période 2026-2029, à la prévention des MNT, notamment à travers l'élaboration d'un plan d'action national multisectoriel de lutte contre leurs facteurs de risque ». Il a souligné, à ce propos, que la lutte contre ces maladies et leurs facteurs de risque « exige non seu-

lement d'investir dans la prévention, mais aussi d'adopter une approche multisectorielle », d'autant que « la réussite du plan reste tributaire de l'implication des différents acteurs des départements ministériels, du secteur privé et de la société civile ». Cette orientation repose essentiellement, comme l'a souligné le ministre, sur « la mise en œuvre d'interventions préventives, dont l'efficacité et le faible coût ont été démontrés », ainsi que sur « le renforcement de l'éducation sanitaire et la promotion de modes de vie sains afin de réduire le fardeau de la morbidité et de la mortalité, aggravé par plusieurs facteurs, notamment le ta-

bagisme, la mauvaise alimentation et la sédentarité ». La stratégie prévoit également de « permettre aux citoyens de bénéficier des services de dépistage précoce et d'une prise en charge médicale, malgré les coûts élevés qu'impliquent ces services », mettant en exergue « les efforts consentis par l'Etat en matière d'investissement dans les ressources humaines et les infrastructures de santé, ainsi que leur équipement, afin de garantir un accès généralisé à celles-ci ». De son côté, le Représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, Phanuel Habimana, a salué les efforts de l'Algérie, qui compte parmi « les premiers pays

d'Afrique à avoir adopté un plan stratégique de lutte contre les facteurs de risque de ces maladies ». Pour sa part, la Coordinatrice résidente des Nations Unies en Algérie, l'ambassadrice Savina Claudia Ammassari, a souligné que l'aggravation des effets des maladies non transmissibles et la hausse de la mortalité nécessitent la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs. Elle a, dans ce cadre, relevé que la stratégie de l'Etat algérien « traduit une volonté politique plaçant la santé au cœur des politiques publiques », tout en saluant « les progrès remarquables réalisés par l'Algérie dans le domaine des soins de santé et de la prise en charge médicale ». ■

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Le projet enregistre une avancée significative

Le projet de réalisation de la ligne ferroviaire minière Est, notamment le tronçon reliant Bouchegouf à Drea sur une distance de 121 kilomètres, connaît une progression notable de son rythme d'exécution.



FATIHA A.

Dans un communiqué publié hier, le ministère des travaux publics et des infrastructures de base met en évidence une évolution importante des travaux de préparation des terrains et de nivellement général, parallèlement à la poursuite de la réalisation des principaux ouvrages d'art, en particulier les ponts ferroviaires, dont plusieurs ont atteint un stade avancé. Les travaux de construction des fondations et des appuis sont presque achevés sur plusieurs ouvrages, tandis que les opérations de pose des poutres et d'aménagement de la plateforme ferroviaire ont déjà débuté sur plusieurs sites.

S'agissant des tunnels, les travaux se poursuivent à un rythme soutenu. Deux tunnels ont été entièrement percés, alors que les opérations de creusement et de soutènement provisoire progressent conformément au calendrier établi pour les autres ouvrages. Cette dynamique témoigne de l'avancement continu de ce projet stratégique, appelé à renforcer les infrastructures ferroviaires nationales et à améliorer le transport des ressources minières dans l'Est du pays. Cette dynamique fait suite également aux ins-

tructions données récemment par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, qui a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation du tronçon Bouchegouf-Drea, de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de respecter les délais de livraison fixés pour ce projet stratégique. Abdelkader Djellaoui a notamment appelé à établir un calendrier précis pour la réception progressive des ouvrages d'art afin de permettre le lancement continu des travaux de pose des voies ferrées. Longue de 422 kilomètres, la ligne reliera le port d'Annaba aux importantes zones minières de Bled El Hadba et Djebel El Onk, en traversant les wilayas d'Annaba, Guelma, Souk Ahras et Tébessa. Ce projet prévoit la modernisation, le dédoublement et la rectification du tracé existant afin d'améliorer les performances du réseau ferroviaire et d'accroître les capacités de transport du minerai.

Au cœur du chantier figure le tronçon Bouchegouf-Drea, d'une longueur de 121 kilomètres, considéré comme la partie la plus complexe du projet en raison de son relief accidenté. Les travaux portent notamment sur la réalisation de nombreux ouvrages d'art, de ponts et de tunnels, ainsi que sur l'aménagement des infrastructures ferroviaires nécessaires au pas-

sage de convois minéraliers de grande capacité.

Selon les données communiquées par le ministère, 175 kilomètres de la ligne sont déjà achevés, tandis que les travaux se poursuivent sur 248 kilomètres. Parallèlement, les chantiers avancent également sur les tronçons Annaba-Bouchegouf (54 km) et Drea-Oued Kebrit (30 km), où les opérations de modernisation et de mise à niveau se poursuivent conformément au calendrier établi.

La ligne ferroviaire minière Est représente un maillon essentiel de la stratégie nationale de modernisation des infrastructures de transport. À terme, elle contribuera à accroître les capacités logistiques du pays, à fluidifier le transport des ressources minières vers les unités industrielles et les ports d'exportation, tout en soutenant le développement économique des wilayas de Annaba, Guelma, Souk Ahras et Tébessa.

Au-delà de son impact sur le secteur ferroviaire, ce projet est appelé à renforcer la compétitivité de la filière minière algérienne, à réduire les coûts de transport des matières premières et à accompagner les ambitions du pays en matière de diversification économique et de valorisation des ressources naturelles.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Vers la mise en place d'un réseau national de formateurs

L'Algérie poursuit la structuration de son réseau national de formateurs dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS), à travers un ambitieux programme de renforcement des compétences destiné aux cadres des administrations publiques. Selon un communiqué du PNUD Algérie, les 26 et 27 juillet 2026, Alger a accueilli la deuxième session du programme de formation des formateurs en économie sociale et solidaire. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « L'économie sociale et solidaire au service de l'inclusion économique durable des jeunes entrepreneures et entrepreneurs en Algérie », qui vise à renforcer les capacités institutionnelles et à soutenir le développement de l'écosystème de l'ESS à l'échelle nationale. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mme Asma Aoufi, directrice nationale du programme de l'économie sociale et solidaire et représentante du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. À cette occasion, elle a souligné l'importance stratégique de ce parcours de formation, qui a pour objectif de préparer des compétences nationales capables d'accompagner la mise en œuvre des politiques publiques relatives à l'économie sociale et solidaire.

Cette deuxième session réunit les participants de la seconde promotion, issus des administrations centrales ainsi que de douze wilayas concernées par le programme. À l'issue de ce cycle de formation, combinant des sessions en présentiel, des modules d'apprentissage à distance et des activités pratiques, quarante cadres représentant neuf secteurs ministériels auront bénéficié de ce dispositif. La finalisation de ce programme permettra la création d'un réseau national de formateurs qualifiés, en mesure de concevoir, d'animer et d'évaluer des programmes de formation, tout en assurant la diffusion des connaissances et des meilleures pratiques en matière d'économie sociale et solidaire au sein de leurs institutions respectives.

F.A.

CPA

Lancement d'une carte VISA dédiée au droit de change pour les voyages à l'étranger

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a annoncé, lundi, le lancement de la carte internationale «CPA VISA Classique» (Change voyage), un nouveau produit bancaire destiné aux voyageurs, permettant de bénéficier du droit de change pour les déplacements à l'étranger, conformément à la réglementation en vigueur.

Dans un communiqué, la banque précise que cette carte est exclusivement dédiée au montant alloué au titre du droit de change pour voyage à l'étranger. Elle permet à son détenteur d'effectuer des paiements et des retraits hors du territoire national en toute sécurité, rapporte l'APS. Le CPA souligne qu'aucun solde minimum n'est exigé sur le compte en devises pour bénéficier de cette carte. En revanche, le compte en dinars doit être approvisionné d'au moins 10.000 DA, afin de couvrir notamment les frais annuels de la carte, fixés à 3.000 DA, ainsi que les commissions liées à son utilisation. La banque précise également que seules les opérations effectuées à l'aide de cette carte sont autorisées sur le compte en devises dédié au droit de change. Le CPA rappelle, en outre, que la contre-valeur en dinars du droit de change ne peut être versée en espèces et doit obligatoirement être réglée au moyen d'un instrument de paiement scriptural, conformément à la réglementation en vigueur. Par ailleurs, la banque rassure les détenteurs actuels des cartes internationales CPA VISA et Mastercard, affirmant que les opérations de change restent disponibles sur les cartes déjà en leur possession. A travers cette nouvelle offre, le CPA réaffirme son engagement à proposer des solutions bancaires innovantes, sécurisées et conformes aux dispositions réglementaires afin d'accompagner sa clientèle lors de ses déplacements à l'étranger.

R.E.

SALON NATIONAL DES FRUITS DESTINÉS À L'EXPORTATION

Une opportunité pour établir des partenariats commerciaux

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organise, en coordination avec la wilaya de Sidi Bel Abbès, le Salon national des fruits destinés à l'exportation, et ce du 30 juillet au 2 août 2026 à la salle «Adda Boudjellal» dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère, selon l'APS.

Ce rendez-vous économique regroupera les producteurs, les exportateurs et les opérateurs

économiques, ce qui offrira l'opportunité d'établir des partenariats commerciaux et de renforcer la coopération entre les différents acteurs dans la filière fruits destinée à l'exportation, souligne le communiqué.

Le Salon renferme des stands dédiés à l'exposition de plusieurs sortes de fruits algériens destinés aux marchés étrangers, ainsi qu'à l'organisation de rencontres professionnelles, d'activités visant à soutenir les exportations agricoles algériennes et l'échange d'expertises et

d'expériences entre professionnels, ajoute la même source.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a invité les producteurs, les exportateurs et les opérateurs économiques désirant participer à cette manifestation à s'inscrire via la plateforme électronique réservée à cet effet via le lien suivant: https://www.mcepe.gov.dz/foire_belabbas.

R.E.

Commerce extérieur

Lancement des premières **exportations** de climatiseurs algériens

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR FATIHA A.

Cette réussite témoigne de la compétitivité croissante des produits industriels algériens et ouvre de nouvelles perspectives pour le développement du « Made in Algeria » sur les marchés internationaux.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, a procédé hier depuis la base logistique de l'opérateur Condor, dans la wilaya Bordj Bou Arréridj au lancement officiel de la première opération d'exportation de climatiseurs mobiles vers l'Europe. Cette expédition répond à une première commande commerciale émise par l'un des plus importants centres européens d'achat spécialisés dans ce type d'équipements. Cette opération constitue une nouvelle étape dans le renforcement de la compétitivité des produits algériens et confirme leur capacité à accéder aux marchés européens.

Le professeur Kamel Rezig a procédé également au lancement des opérations d'exportation de climatiseurs fixes de type Split, fabriqués par le groupe Midea, à destination de la Libye et de la Tunisie. Cette initiative contribuera à consolider la présence des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux et s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures et à promouvoir le développement des exportations industrielles.

«Lors de la première étape de sa visite dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le professeur Kamel Rezig, accompagné du wali de la wilaya, Kamel Nouisser, en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), des membres de la commission de sécurité ainsi que des autorités locales, a présidé, au niveau de la base logistique de Condor, le lancement de la toute première opération d'exportation de climatiseurs mobiles vers l'Europe, plus précisément à destination de l'Espagne. Cette expédition concrétise la première commande commerciale émise par de grands centres d'achat européens spécialisés dans ce type d'équipements», a indiqué hier le ministère dans

Une première historique pour l'industrie électro-ménagère algérienne. L'Algérie a officiellement lancé sa première opération d'exportation de climatiseurs vers l'Europe, marquant une avancée majeure dans la stratégie nationale de diversification des exportations.



un communiqué. À cette occasion, le ministre a également donné le coup d'envoi de l'exportation de climatiseurs fixes de type Split vers la Tunisie, dans le cadre d'un envoi global comprenant 46 conteneurs. Dans son intervention, le professeur Kamel Rezig a souligné que ces résultats constituent une illustration concrète des retombées de la politique économique impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du soutien à la production nationale, de l'encouragement de l'investissement industriel et de l'accompagnement des exportateurs. Il a affirmé que cette stratégie commence à produire des résultats tangibles sur le terrain. Le ministre a assuré que son département poursuivra ses efforts afin d'élargir la présence des produits algériens sur les marchés internationaux, en accordant une attention parti-

culière aux produits à forte valeur ajoutée, dans le but de diversifier l'économie nationale et de renforcer le rayonnement du label « Made in Algeria » à l'échelle mondiale. Il a, par ailleurs, indiqué que les grands centres d'achat européens s'appuient désormais sur les produits fabriqués en Algérie, ce qui témoigne de la confiance grandissante accordée aux capacités des entreprises industrielles nationales. À ce jour, a-t-il précisé, l'opérateur économique Condor a enregistré des commandes à l'exportation dépassant les 250 000 unités de climatiseurs mobiles, confirmant ainsi l'importance des opportunités offertes par le marché européen aux fabricants algériens. Selon le ministre, cette opération dépasse le simple cadre d'une exportation industrielle. Elle constitue un signal fort démontrant que l'industrie algérienne est désormais en mesure d'accé-

der aux marchés internationaux les plus exigeants, après avoir prouvé la conformité de ses produits aux normes européennes en matière de qualité, de sécurité et de performance. Enfin, le professeur Kamel Rezig a mis en avant l'un des principaux atouts concurrentiels du produit algérien : la proximité géographique avec l'Europe. Les expéditions maritimes ne nécessitent que deux jours pour atteindre les marchés européens, contre des délais nettement plus longs pour les importations en provenance d'Asie. Cette proximité offre aux exportateurs algériens un avantage significatif en matière de rapidité de livraison, de réduction des coûts de transport et de réactivité face aux besoins des clients, renforçant ainsi la compétitivité des produits algériens sur les marchés européens.

Électricité

Les **renouvelables** progressent en 2026, selon l'AIE

L'Agence internationale de l'énergie estime que la production mondiale d'électricité issue du charbon devrait croître de 1,4% en 2026, après une année 2025 globalement stable. Cette hausse est attribuée aux difficultés d'approvisionnement en gaz naturel et à la remontée des prix de l'énergie provoquées par la guerre au Moyen-Orient, qui oppose les États-Unis à l'Iran. Depuis mars 2026, le blocage récurrent du détroit d'Ormuz perturbe le transit d'environ 20% du gaz naturel liquéfié mondial. Cette contrainte sur le GNL a conduit plusieurs économies à substituer du charbon au gaz dans leur production électrique, lorsque les centrales disponibles et les règles de marché le permettaient, selon le site connaissance des énergies.

L'AIE relève aussi que les prix de l'énergie ont progressé de 30% par rapport au premier semestre 2025. Ils retrouvent ainsi leurs niveaux les plus élevés depuis la crise énergétique de 2022 et 2023, déclenchée à l'époque par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Selon l'AIE, les perturbations du détroit d'Ormuz ont fait monter les prix spot moyens de l'électricité de plus

de 30% sur un an dans l'Union européenne et au Japon au deuxième trimestre 2026. Aux États-Unis, les prix de gros sont restés globalement stables sur la même période, tandis que la hausse est restée inférieure à 10% en Inde. La conséquence climatique immédiate se situe dans le secteur électrique mondial. Les émissions de CO2 liées à la production d'électricité devraient augmenter de 1% en 2026, avec des écarts régionaux marqués selon la dépendance au charbon, au gaz importé et aux renouvelables.

L'Asie du Sud-Est devrait enregistrer une hausse de 6% de ses émissions électriques en 2026, d'après l'AIE. À l'inverse, l'Union européenne devrait afficher une baisse de 5%, portée par le recul structurel des combustibles fossiles dans son mix électrique et par la progression de l'éolien et du solaire. L'agence anticipe toutefois une stabilisation des émissions mondiales du secteur en 2027. Cette inflexion dépendrait de la poursuite de la croissance des renouvelables et d'une production nucléaire plus élevée, capables de contenir l'effet du recours accru au

charbon en 2026.

Le détroit d'Ormuz a vu transiter un peu plus de 112 milliards de m3 de GNL en 2025, soit près d'un cinquième du commerce mondial de GNL. Les cargaisons du Qatar et des Émirats arabes unis constituent l'essentiel de ces flux. Malgré le rebond du charbon, les renouvelables devraient devenir la première source mondiale de production d'électricité en 2026, après avoir presque atteint le niveau du charbon en 2025, selon l'analyse de l'AIE. Leur production progresserait de 8% en 2026.

La part des renouvelables dans l'offre mondiale d'électricité passerait de 33% en 2025 à 37% en 2027. Le solaire photovoltaïque serait le principal moteur de cette croissance et dépasserait l'éolien en 2026, devenant la deuxième filière renouvelable de production électrique derrière l'hydroélectricité.

L'AIE prévoit environ 600 TWh de production solaire photovoltaïque supplémentaire en 2026 dans le monde, un ordre de grandeur comparable à la hausse record observée en 2025. Cette progression renforce le poids du solaire dans

l'équilibre des systèmes électriques, mais accroît aussi les besoins de flexibilité.

La multiplication des prix de gros négatifs dans certains marchés traduit, selon l'AIE, un déficit de flexibilité technique, réglementaire ou contractuelle. Les batteries, l'effacement de consommation et les interconnexions deviennent alors des leviers plus importants pour intégrer une production renouvelable variable. La consommation mondiale d'électricité reste orientée à la hausse, tirée par l'industrie, les véhicules électriques, les usages de refroidissement et les centres de données. L'AIE prévoit une croissance de 3,6% en 2026, puis de 3,8% en 2027, contre 3% en 2025.

En volume, la consommation mondiale atteindrait 30 700 TWh en 2027, contre 28 600 TWh en 2025, selon la mise à jour de marché de l'AIE. La Chine verrait sa demande croître de 5,5% en 2026, portée notamment par l'activité manufacturière et la recharge des véhicules électriques, tandis que l'Inde rebondirait à 7% après une année 2025 affectée par la météo.

R.E.

MASCARA

La production de légumineuses multipliée par sept

BATNA
Plus de 670.000 qx de céréales collectés

Les entrepôts de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Batna ont collecté à ce jour 679.000 quintaux de la récolte des céréales de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris dimanche auprès du directeur de cette coopérative. Dans une déclaration à l'APS, M. Riad Baassou a précisé que cette quantité a été collectée au niveau de 18 points réservés à cet effet à travers les diverses régions de la wilaya, notamment celles connues pour leur production de céréales, soulignant que l'opération se poursuit dans de bonnes conditions avec l'accompagnement des autorités locales. La même source a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour le succès de l'opération de collecte de la production de cette saison marquée par son abondance comparativement aux saisons précédentes. Le directeur de la CCLS a affirmé qu'une vaste campagne de sensibilisation a été lancée en coordination avec la direction locale des services agricoles (DSA), représentée par ses subdivisions des daïras pour exhorter les producteurs bénéficiaires de semences à remettre leurs récoltes aux points de collecte en vue de les transférer vers les hangars de la coopérative. Les capacités de stockage de céréales de la wilaya de Batna ont été consolidées durant ces deux dernières années par la réception de cinq centres de proximité totalisant une capacité de 250.000 quintaux. Ces centres ont porté les capacités de stockage locales de 949.000 quintaux à 1,199 millions quintaux, en attendant la réception du silo à grains dont la capacité de stockage est estimée à 1 million de quintaux, en cours de réalisation à rythme soutenu dans la commune d'El Madher.

LANCEMENT D'UN PROJET À ILLIZI
Vers le raccordement du village TFT au réseau du gaz naturel

Un projet de raccordement du village TFT (Tin Fouyé Tabenkort), commune de Bordj Omar Driss (Nord d'Illizi), au réseau d'alimentation en gaz naturel vient d'être lancé dans le cadre de la consolidation du cadre de vie de la population de la région, a-t-on appris lundi de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, Sonelgaz. Retenue au titre du renforcement de la couverture en cette énergie naturelle des différentes régions de la wilaya, cette opération, d'une consistance financière de 175 millions DA, porte sur la réalisation, pour un délai de six mois, d'un réseau de gaz long de 14 km et de 250 branchements. Le projet s'assigne entre-autres objectifs l'amélioration du cadre de vie de la population de TFT en leur épargnant les charges liées à l'approvisionnement en bonbonnes de gaz butane notamment en hiver, période de rudes conditions climatiques. Cette réalisation intervient en application des engagements des autorités publiques portant généralisation du réseau d'alimentation en gaz naturel au profit des différentes régions de la wilaya.

La récolte, entamée récemment, devrait permettre de produire plus de 1.370 quintaux de pois chiches, 1.560 quintaux de fèves vertes, plus de 400 quintaux de fèves sèches, plus de 2.100 quintaux de petits pois verts, 360 quintaux de petits pois secs et 5 quintaux de lentilles.



La wilaya de Mascara devrait enregistrer une forte hausse de sa production de légumineuses au titre de la campagne agricole 2025-2026, avec une récolte estimée à 5.800 quintaux, contre 797 quintaux lors de la campagne précédente, soit une production multipliée par sept, a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Selon la même source, cette progression est principalement attribuée aux précipitations enregistrées dans la région, notamment durant les mois de février, mars et avril derniers. La superficie consacrée à la culture des légumineuses a, par ailleurs, dépassé 467 hectares. La récolte, entamée récem-

ment, devrait permettre de produire plus de 1.370 quintaux de pois chiches, 1.560 quintaux de fèves vertes, plus de 400 quintaux de fèves sèches, plus de 2.100 quintaux de petits pois verts, 360 quintaux de petits pois secs et 5 quintaux de lentilles. Les estimations établies par les subdivisions agricoles relevant de la DSA font ressortir un rendement moyen de plus de 12 quintaux à l'hectare au titre de cette campagne. Dans le cadre des préparatifs de la prochaine campagne agricole, la Direction des services agricoles a récemment lancé, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, un programme de proximité comprenant des visites sur le terrain et des actions de sensibilisa-

tion au profit des agriculteurs afin de promouvoir le développement de la filière des légumineuses. Ce programme vise notamment à présenter les dispositifs de soutien mis en place par l'Etat pour encourager cette filière, dont une aide à l'acquisition de semences pouvant atteindre 6.000 dinars par quintal pour les lentilles et 7.000 dinars par quintal pour les pois chiches, a précisé la même source. Ce programme, qui se poursuivra jusqu'au lancement de la prochaine campagne agricole, prévoit également l'organisation de rencontres de formation et de vulgarisation au profit des producteurs de légumineuses, en vue d'améliorer les rendements et la qualité des récoltes.

OUM ALI(TÉBESSA)

Réception de plusieurs projets d'AEP

Plusieurs projets de développement portant sur le renforcement de l'approvisionnement en eau potable ont été réceptionnés dans la commune frontalière d'Oum Ali (Sud de Tébéssa), a-t-on appris dimanche auprès de la cheffe de daïra d'Oum Ali, Chafia Kraïmia. La même responsable a précisé à l'APS qu'un projet d'approvisionnement en eau potable a été mis en service début juillet courant au profit de 58 foyers du centre de cette commune pour un coût d'environ 3 millions DA dégagés du programme de dé-

veloppement socio-économique des communes de l'exercice 2026. Il a été également procédé à la réception d'un château d'eau d'une capacité de 100 m3 auquel ont été raccordées des agglomérations de 2.500 habitants pour une enveloppe financière de plus de 10 millions DA du budget de wilaya, au côté du projet d'entretien des canalisations de distribution d'eau depuis le château d'eau principal de la localité de Berzkal sur une distance de 2,5 km, également mis en service afin d'éliminer les fuites et

recupérer les quantités d'eau qui étaient perdues en raison de la vétusté des anciennes canalisations, a ajouté la même responsable. Ces projets réceptionnés ont contribué à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de cette collectivité locale surtout avec l'avènement de la saison estivale et l'accroissement de la demande sur cette ressource vitale, a indiqué, Mme.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Lancement des travaux de la 2e tranche du dédoublement de la RN103

Les travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet de dédoublement de la route nationale (RN) n 103, reliant la zone industrielle de Remail, dans la commune de Ras El Oued, à la commune de Tixter, ont été lancés dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, a indiqué dimanche la directrice des Travaux publics, Mme. Naïma Kouissi. Dans une déclaration à l'APS, Mme. Kouissi a précisé que cette opération, dotée d'une enveloppe financière de 2 milliards de dinars, est répartie en deux tranches et porte sur un linéaire global de 10 km.

La première tranche concerne le dédoublement d'un tronçon de 6,5 km reliant la zone industrielle de Remail à l'entrée de la ville de Tixter, tandis que la seconde prévoit la réalisation d'une route de contournement de 3,5 km, destinée à désengorger le trafic et à améliorer la fluidité de la circulation. La même responsable a souligné que ce projet, dont le délai de réalisation est fixé à 16 mois, s'inscrit dans le cadre d'une étude globale portant sur la modernisation de la RN103 sur un linéaire de près de 40 km à travers le territoire de la wilaya.

Cette étude prévoit le dédoublement progressif de cet axe structurant afin de renforcer la liaison entre les zones industrielles, la zone logistique extra-portuaire et l'autoroute Est-Ouest. Elle a rappelé que, dans le cadre de la mise en œuvre de cette étude, un premier tronçon de 10 km a été dédoublé, suivi d'un second de 4 km, permettant de relier la zone logistique extra-portuaire (aire sous douane et port sec), l'entrée de la ville de Tixter et l'autoroute Est-Ouest. Mme. Kouissi a ajouté qu'un autre tronçon de 15 km de la RN103, traversant le territoire de la wilaya, fait toujours l'objet d'un suivi au niveau des

services centraux en vue de son inscription au programme de dédoublement, notamment la section menant vers la commune de Bir Kasd Ali, afin d'assurer un raccordement direct à l'autoroute Est-Ouest. Selon la même responsable, l'achèvement du projet de dédoublement de la RN103 contribuera à renforcer la sécurité routière, à réduire les temps de parcours, à fluidifier la circulation des personnes et des marchandises le long de cet important corridor économique et à consolider la liaison entre les zones industrielles, la zone logistique extra-portuaire et les wilayas limitrophes, notamment M'Sila et Sétif.

Cancer du foie

Le café pourrait réduire le risque de près de moitié, selon une nouvelle étude

Une vaste étude internationale menée auprès de 355.000 adultes révèle que les consommateurs réguliers de café présentent un risque réduit de 47 % de développer un cancer du foie, renforçant les hypothèses sur les effets protecteurs de certains composés présents dans cette boisson.



PAR AMEL B

Le café continue de surprendre les chercheurs. Longtemps apprécié pour son effet stimulant, le café pourrait bien cacher une autre vertu, bien plus inattendue. Une nouvelle étude révèle que les personnes qui en consomment régulièrement présentent un risque jusqu'à 47 % moins élevé de développer un cancer du foie, l'un des cancers les plus agressifs et les plus meurtriers au monde. Un résultat qui confirme une tendance observée depuis plusieurs années par la recherche et qui relance l'intérêt des scientifiques pour les propriétés protectrices des centaines de composés bioactifs présents dans cette boisson consommée chaque jour par des milliards de personnes. Une vaste étude internationale récemment publiée dans la revue scientifique *Clinical Gastroenterology and Hepatology* conclut que les personnes qui consomment régulièrement du café présentent un risque inférieur de 47 % de développer un cancer du

foie, comparativement aux non-buveurs. Les chercheurs ont suivi près de 355 000 adultes pendant une période médiane de 13 ans, en analysant leurs habitudes alimentaires, des examens d'imagerie du foie ainsi que plusieurs biomarqueurs sanguins. Les résultats montrent également une diminution de 32 % du risque de cirrhose, suggérant que les effets protecteurs du café s'étendent à l'ensemble de la santé hépatique. Les bénéfices ont été observés aussi bien avec le café caféiné que décaféiné, ce qui laisse penser que les composés bioactifs du café, et pas uniquement la caféine, jouent un rôle majeur. Selon les auteurs, plusieurs centaines de molécules naturellement présentes dans le café pourraient expliquer ces effets, notamment les acides chlorogéniques, puissants antioxydants, ainsi que les diterpènes, reconnus pour leurs propriétés anti-inflammatoires. Ces substances contribueraient à réduire le stress oxydatif, limiter l'inflammation chronique et ralentir la fibrose du foie, trois mécanismes fortement impliqués dans l'apparition du carcinome hépatocellulaire, la forme la plus fréquente de cancer du foie. Les cher-

cheurs soulignent toutefois que cette étude reste observationnelle : elle met en évidence une association solide, mais ne permet pas d'affirmer que le café est directement responsable de cette réduction du risque. Il faut dire que plusieurs méta-analyses récentes montrent que la consommation régulière de café est associée à une diminution du risque de plusieurs cancers, notamment ceux du foie, de l'endomètre, du côlon, de la prostate et de la peau. Les experts rappellent cependant que les effets protecteurs varient selon le type de cancer et que les preuves sont particulièrement robustes pour le cancer du foie. Les spécialistes insistent également sur un point essentiel : le café ne constitue pas un traitement ni une stratégie de prévention à lui seul. « Les résultats sont encourageants, mais ils doivent être interprétés dans le contexte d'un mode de vie globalement sain », estiment les chercheurs. Ainsi, une alimentation équilibrée, une activité physique régulière, le maintien d'un poids normal et l'absence de tabagisme demeurent les mesures les plus efficaces pour réduire le risque de cancer du foie.

A.B

JOURNÉE MONDIALE CONTRE L'HÉPATITE

L'OMS insiste sur le dépistage pour éliminer la maladie d'ici 2030

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réitéré son appel à intensifier les efforts mondiaux de lutte contre l'hépatite virale, soulignant que l'élargissement du dépistage précoce et de l'accès au traitement, constitue un pilier essentiel pour atteindre l'objectif de son élimination en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030.

Cet appel a été lancé à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre l'hépatite, célébrée le 28 juillet de chaque année. Cette année, l'OMS a choisi pour slogan : « Hépatite : faisons le test », afin de rappeler que les moyens de prévention, de dépistage et de traitement sont désormais disponibles. Toutefois, elle a indiqué que « la persistance des inégalités d'accès aux services de santé empêche d'en tirer pleinement profit », ce qui appelle à accélérer les investissements dans les programmes de diagnostic et de traitement.

L'hépatite virale continue de représenter un défi sanitaire majeur à l'échelle mondiale, avec plus de deux millions de nouvelles infections enregistrées chaque année, tandis que plus de 300 millions de personnes vivent avec des formes chroniques de la maladie, considérées parmi les principales causes de cirrhose et de cancer du foie, selon les estimations de l'OMS. Dans ce contexte, l'agence onusienne a insisté sur le fait que « l'atteinte de l'objectif d'élimination de l'hépatite d'ici 2030 passe par l'élargissement des programmes de vaccination, le renforcement du dépistage précoce et la garantie de l'accès au traitement pour tous les patients, en plus de l'intensification des campagnes de sensibilisation afin de réduire la transmission et la mortalité ». La Journée mondiale de l'hépatite constitue ainsi une occasion de renouveler l'engagement international en faveur de l'élargissement des services de prévention, de dépistage et de traitement, pris comme des outils essentiels pour freiner la propagation de la maladie et sauver des millions de vies dans les années à venir.

BOIRE DE L'EAU GLACÉE EN ÉTÉ

Quelles **conséquences** sur la santé ?

En pleine canicule, beaucoup avalent un grand verre d'eau glacée pour se sentir instantanément mieux. Ce réflexe anodin cache pourtant des effets méconnus sur l'hydratation et le corps, selon Top santé.

Quand le thermomètre grimpe, beaucoup remplissent leur verre de glaçons : sur le moment, boire de l'eau glacée en été donne l'impression de faire chuter la température interne. Pourtant, les experts soulignent que ce n'est pas toujours

le meilleur moyen de s'hydrater durablement, surtout en cas de canicule. L'eau très froide soulage vite la bouche et la gorge, mais elle peut atténuer la sensation de soif et encourager les grandes gorgées avalées d'un trait. La première chose que provoque l'eau glacée, c'est un choc thermique local dans la bouche, l'œsophage puis l'estomac. Les récepteurs du froid envoient au cerveau un signal de « fraîcheur » très puissant, ce qui coupe rapidement la soif. Les experts recommandent « d'éviter de boire ou manger glacé,

car cela atténue plus vite la sensation de soif », avec un risque de s'arrêter trop tôt alors que les besoins en eau restent élevés.

La thermorégulation correspond à la façon dont le corps maintient sa température autour de 37 °C, grâce surtout à la sudation et à l'évaporation de la sueur. En 2018, le Gatorade Sports Science Institute, via sa série scientifique Sports Science Exchange, a montré que l'ingestion de boissons très froides active des thermorécepteurs abdominaux. Ce signal peut réduire la sudation pen-

dant un temps, ce qui donne l'impression de mieux supporter la chaleur, mais limite aussi un des principaux mécanismes naturels de refroidissement.

Selon les experts, le bon réflexe en cas de chaleur reste de boire régulièrement, sans attendre d'avoir soif. C'est aussi ce que rappelle la physiologie. Une synthèse publiée en 2021 par l'American Physiological Society décrit une « réponse en bolus » : quand on avale un gros volume d'eau en une seule prise, le corps l'élimine plus vite par

HAÏTI

Les autorités annoncent des élections en décembre

Les autorités électorales d'Haïti ont annoncé lundi des élections présidentielles et législatives pour la fin de l'année. Le premier tour des scrutins doit avoir lieu le 13 décembre 2026 et le deuxième tour le 21 février 2027, selon le calendrier électoral publié par le Conseil électoral provisoire. «Le respect de ces échéances dépend de l'établissement d'un climat sécuritaire acceptable et des disponibilités financières nécessaires à la poursuite des opérations électorales», souligne le communiqué. En décembre dernier, les autorités avaient annoncé une première tournée pour le 30 août 2026, un calendrier déjà caduc. Cette nouvelle annonce a été saluée par la Communauté des Caraïbes (Caricom), voyant là «une étape essentielle» qui «était vivement attendue par les parties tiennehais et la communauté internationale». «La publication du calendrier ne manquera pas de donner un coup d'accélérateur aux étapes préparatoires essentielles du processus électoral en cours, telles que l'enregistrement des partis politiques, des plateformes et des coalitions, ainsi que l'inscription des électeurs», insiste l'institution dans son communiqué. Le calendrier publié lundi mentionne que les inscriptions électorales ont débuté le 20 juillet, et la date limite de dépôt des candidatures (présidentielle, législatives, locales) au 2 octobre.

ARGENTINE

Fortes chutes de neige sur la cordillère des Andes

D'intenses chutes de neige depuis plus d'une semaine sur la cordillère des Andes ont provoqué la fermeture du principal passage frontalier entre Argentine et Chili, bloquant le fret routier, et la prise en charge d'une centaine de personnes à Mendoza (ouest). Au poste frontalier de Puente del Inca, quelque trois mètres de neige sont tombés, a indiqué la gendarmerie de Mendoza, à 1.000 km de Buenos Aires, rendant la circulation impraticable. A Uspallata, à 90 km du passage international, près d'un millier de camions attendent une autorisation de circuler. Les chutes de neige ont également provoqué des perturbations dans les provinces de Catamarca, Rio Negro, Neuquén et Chubut, avec la fermeture de plusieurs passages frontaliers, ce qui a entraîné des embouteillages sur ceux déneigés. L'Argentine est située dans l'hémisphère sud et traverse actuellement son hiver austral marqué par des tempêtes de neiges et de vagues de froid polaires.

MEXIQUE

Fusillade dans le centre de la capitale, un mort

Une personne a été tuée et deux autres blessées lundi à Mexico dans une fusillade en plein jour près du siège de la présidence, selon les autorités. La victime est un homme de 42 ans, mort dans ce que le Secrétariat à la Sécurité de Mexico a qualifié d'«agression directe». Les deux blessés sont des hommes de 39 ans, a-t-il précisé dans un communiqué. Les faits se sont produits sur la place Santo Domingo, connue pour être un lieu de trafic de faux papiers, a indiqué la police.

EBOLA EN RDCONGO

L'épidémie **frôle** le bilan record de 2018-2020

L'épidémie d'Ebola due à la souche Bundibugyo en République démocratique du Congo (RDC) frôle, après un peu plus de deux mois, le bilan record de l'épidémie de 2018-2020, la plus meurtrière enregistrée dans le pays à ce jour, indique l'Organisation mondiale de la santé (OMS). «A ce jour, 3.200 cas confirmés ont été enregistrés, dont 773 patients en isolement ou en hospitalisation, 571 personnes guéries et 1.405 décès. Le taux de létalité s'établit à 43,9 %, tandis que le taux de suivi des contacts atteint 77,8 %», a expliqué, lundi, l'agence sanitaire de l'ONU, citant les derniers chiffres des autorités sanitaires congolaises. Le précédent décompte publié par les autorités de la RDC dimanche 26 juillet faisait état de 3.075 cas confirmés dont 1.354 décès dans cinq provinces du pays. Le seuil des 2.000 a été dépassé mi-juillet. Selon l'OMS, ces nouveaux chiffres témoignent de l'ampleur prise en un peu plus de deux mois par cette 17ème épidémie de maladie à virus Ebola, désormais proche du bilan de la dixième, qui avait frappé les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri entre août 2018 et juin 2020. D'une durée de près de 22 mois, cette dernière avait totalisé 3.470 cas, 2.287 décès et 1.171 survivants. Elle demeure la deuxième plus importante épidémie d'Ebola jamais enregistrée dans le monde, après celle qui a touché l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016.

Dans l'est de la RDC, la transmission reste active dans 47 des 48 zones de santé touchées, réparties dans cinq provinces : l'Ituri, le Nord-Kivu, le Haut-Uélé, le Sud-Kivu et la Tshopo. Mais le foyer de la crise se situe toujours en Ituri. Cette province du nord-est, frontalière du Soudan du Sud et de l'Ouganda, concentre 2.848 des 3.200 cas confirmés, soit 89 % du total, ainsi que 1.184 décès. L'OMS et ses partenaires poursuivent néanmoins le

En un peu plus de deux mois, la 17^e épidémie d'Ebola en RDC a déjà enregistré 3.200 cas confirmés et 1.405 décès, se rapprochant du bilan de la pire flambée jamais connue dans le pays.



déploiement de personnel, de matériel médical et de capacités de laboratoire afin de renforcer la réponse sur le terrain.

Malgré l'ampleur de cette flambée, l'OMS estime que le risque demeure faible à l'échelle mondiale, Ebola ne se transmettant pas par voie aérienne mais par contact direct avec le sang ou les liquides

biologiques d'une personne infectée ou décédée. En revanche, le risque reste élevé au niveau régional, notamment en raison des fréquents déplacements transfrontaliers entre la RDC, l'Ouganda et le Soudan du Sud, ce qui justifie le renforcement de la surveillance aux frontières et des dispositifs d'alerte dans les pays voisins.

SÉISME AU JAPON

Plusieurs blessés et **d'importants** dégâts enregistrés

La Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a annoncé mardi que plusieurs personnes avaient été blessées et d'importants dégâts matériels enregistrés après le puissant séisme qui a frappé le sud-ouest du Japon. «Nous évaluons encore l'étendue des blessures et des dégâts matériels, mais j'ai été informé qu'il y a déjà plusieurs blessés (...). Des coupures de courant et des incendies se produisent dans certaines zones, des routes et ponts ont été endommagés, et des bâtiments se sont effondrés», a déclaré Mme Takaichi.

Un séisme de magnitude 7,1 a secoué mardi le sud-ouest du Japon, a annoncé l'agence météorologique nipponne (JMA), qui a émis une alerte au tsunami. La secousse, survenue sur l'île de Kyushu, a également atteint le niveau maximum (7) sur une échelle distincte qui mesure la force avec laquelle les séismes sont ressentis à un endroit donné, appelé «shindo» au Japon, a précisé la JMA. Quelque 45.060 foyers et installations sont privés d'électricité dans le département de Kumamoto.

Kumamoto avait été frappé en 2016 par deux

séismes dévastateurs, l'un de magnitude 6,5, suivi deux jours plus tard par un autre de magnitude 7,3. Ils ont fait 273 morts et plus de 2.800 blessés, selon le bilan officiel. Le Japon est l'un des pays les plus exposés aux séismes au monde, situé à la jonction de quatre grandes plaques tectoniques le long de la bordure occidentale de la «ceinture de feu» du Pacifique. L'archipel, qui abrite environ 125 millions d'habitants, subit en moyenne quelque 1.500 secondes par an, soit 18% des tremblements de terre recensés dans le monde.

ESPAGNE

La lutte contre les **incendies** progresse

La lutte contre les feux de forêt qui font rage à l'ouest de Madrid, forçant des dizaines de milliers de personnes à évacuer, a progressé «raisonnablement» dans la nuit de lundi à mardi, a indiqué le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska. «La nuit a été raisonnablement positive, grâce aux efforts colossaux de tous les services de secours», a déclaré M. Grande-Marlaska, lors d'une interview, mardi matin, à la télévision publique espagnole. «Nous vivons des heures critiques», a-t-il ajouté. Le gouvernement avait décrété l'état d'urgence national la semaine dernière, un dispositif qui permet à l'Etat de mobiliser plus de ressources pour éteindre les feux, face à ces incendies sans précédent dans l'histoire du pays. Ces incendies ont déjà ravagé environ 77.000 hectares, a précisé le ministre et 63.000 personnes ont été évacuées. Le front le plus critique, au nord du lac artificiel de San Juan à 70 km à l'ouest de la capitale, préoccupait les autorités lundi, mais les efforts des pompiers dans la nuit «ont été extrêmement positifs», a assuré le ministre de l'Intérieur. «Nous pouvons être un peu plus rassurés aujourd'hui, surtout compte tenu des conditions météorologiques auxquelles nous allons faire face dans les prochaines heures», a-t-il ajouté. «La situation s'améliore progressivement», a déclaré, pour sa part, la présidente de la région de Madrid, Isabel Diaz Ayuso, ajoutant pouvoir «être plus optimistes aujourd'hui et commencer à planifier le retour en toute sécurité des habitants dans plusieurs communes». Selon le ministre de l'Intérieur, depuis le début de l'année, les incendies ont déjà réduit en cendres 175.000 hectares en Espagne, pays en première ligne du réchauffement climatique. L'Espagne s'apprête à vivre une nouvelle vague de chaleur à partir de mercredi et au moins jusqu'à dimanche, avait annoncé lundi l'Agence météorologique nationale (Aemet), alertant de risques «extrêmes» d'incendies.

Norvège

Chiakha continue à affoler les compteurs

Frustré de ne pas avoir été sélectionné pour la Coupe du Monde 2026, Amin Chiakha est en train de prouver sa forme depuis la reprise du championnat norvégien.

Le jeune buteur de 20 ans, prêté par son club, le FC Copenhague du Danemark, à Rosenborg en Norvège est entrain de réaliser une superbe début deuxième partie de saison, après avoir marqué seulement trois buts lors de la phase aller, avant la trêve estivale. Si son équipe a été sévèrement corrigée en match amical sur le score de 5-0 par Manchester United, elle a tout de même enchaîné trois victoires en championnat et l'Algérien a inscrit quatre buts déjà. Aujourd'hui, pour la réception de Fredrikstad, l'équipe de la ville de Trondheim n'a pas fait dans la dentelle avec une rencontre remportée par 4-0. Chiakha marqué le troisième but à la 76e minute, en se jetant au premier poteau pour pousser un centre, du bout du pied droit.

Egypte

Bakrar s'engage avec Al-Ahly SC jusqu'en 2029

L'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb (Div.1 croate de football, Monsef Bakrar, s'est engagé avec Al-Ahly du Caire, pour une durée de trois saisons, a indiqué ce lundi soir le quotidien égyptien Al-Masry Al-Youm. Le joueur de 25 ans a rallié hier la capitale égyptienne. Il devrait passer sa visite médicale mercredi, avant l'officialisation de son transfert par Al-Ahly, précise la même source. L'opération devrait coûter 3 millions d'euros au club égyptien, pouvant s'ajouter 500.000 euros sous forme de bonus, au profit du Dinamo Zagreb, club croate auquel appartient le joueur. Le média égyptien précise également que Bakrar percevra un salaire annuel de 900.000 euros lors de sa première saison, avant de passer à 950.000 euros la deuxième année, puis à 1,1 million d'euros pour la troisième. Bakrar a disputé 42 rencontres toutes compétitions confondues sous les couleurs du Dinamo Zagreb, inscrivant 18 buts et délivrant sept passes décisives.

EN

Un vent de transition souffle sur la liste de **Petkovic**

En coulisses, l'environnement des Verts s'apprête à vivre des ajustements notables, notamment au niveau de l'encadrement technique entourant Vladimir Petkovic, bien qu'aucune officialisation n'ait encore filtré de la part de l'instance fédérale. Engagé contractuellement jusqu'en 2028, le technicien suisse continue d'alimenter les débats au sein de la communauté des supporters, divisée à la suite des prestations affichées lors du rendez-vous mondial. Toutefois, la continuité apparaît comme le scénario privilégié par les décideurs du football national. Le Collège technique national a en effet préconisé le maintien du sélectionneur à son poste, tout en suggérant une restructuration ciblée de son staff afin d'apporter un nouvel élan méthodologique.

Une rentrée automnale sous haute pression

C'est dans ce contexte de réglages tactiques et humains que la prochaine convocation de Petkovic est particulièrement scrutée. Placée dans le groupe I pour le parcours qualificatif de la Coupe d'Afrique des Nations 2027, l'Algérie s'apprête à croiser le fer avec la Zambie, le Burundi et le Togo. La campagne débutera officiellement lors de la fenêtre internationale fixée du 21 septembre au 6 octobre. Ainsi, l'EN accueillera Chipolopolos de Zambie avant de se déplacer pour croiser le fer avec le Burundi. Il y aura aussi deux rencontres amicales qui pourraient s'ajouter au calendrier des Verts durant ce rassemblement, bien que la FAF n'ait pas encore dévoilé le nom des adversaires retenus. Sur le plan de l'effectif, aucun séisme majeur ne devrait venir bouleverser la colonne vertébrale de l'équipe par rapport au groupe retenu pour le Mondial. La reprise récente des principaux championnats euro-

Le calendrier du football international impose un rythme effréné où le répit n'a pas sa place. Alors que les échos de la Coupe du monde 2026 s'estompent à peine, la sélection nationale algérienne doit déjà se projeter vers ses futures échéances continentales.

peens laisse en effet peu de marge de manœuvre aux prétendants pour bousculer la hiérarchie établie, même si quelques prestations individuelles de haut vol d'ici la fin de l'été pourraient inciter le staff à tenter quelques ajustements à la marge.

Composer sans les figures tutélaires et les suspendus

La principale difficulté pour le sélectionneur résidera dans la gestion de quatre absences majeures par rapport au dernier groupe mondialiste. Le départ le plus impactant concerne l'aspect mental et l'expérience du très haut niveau : Riyad Mahrez et Aïssa Mandi ont officiellement tiré leur révérence internationale. Ces deux cadres emblématiques laissent derrière eux un immense chantier, contraignant le staff à désigner un nouveau porteur du brassard de capitaine et à repenser l'animation du couloir droit, longtemps verrouillé par l'ancien Citizen. A ces retraites internationales viennent s'ajouter des contraintes disciplinaires qui privent la sélection de deux autres éléments clés pour le lancement de ces éliminatoires. Ainsi, le portier Luca Zidane devra purger une sanction de deux matchs ferme, consécutive aux incidents survenus à l'issue du quart de finale de la CAN 2025 face au Nigeria, alors que Rafik Belghali a écopé d'une suspension de quatre rencontres, dont deux avec sursis, pour les mêmes motifs. Ces peines s'appliquant de plein droit aux matchs officiels des éliminatoires de la CAN 2027, les deux joueurs seront indisponibles pour les affiches contre la Zambie et le Burundi. Cependant, le cadre réglementaire de la CAF leur permet d'être alignés si l'Algérie venait à disputer des

confrontations amicales durant ce même rassemblement. Entre la nécessité de rebâtir un leadership fort dans le vestiaire et la gestion des imprévus disciplinaires, Vladimir Petkovic aborde cette rentrée internationale avec un chantier tactique d'envergure. La publication de sa prochaine liste donnera les premiers indices sur la capacité des Verts à amorcer cette transition en douceur.

H.M.

**Allemagne**

Retour aux affaires pour Maza



Après quelques semaines de vacances, le prodige algérien Ibrahim Maza a retrouvé son club, le sourire aux lèvres, pour préparer la

nouvelle saison.

Ibrahim Maza a retrouvé ce lundi les terrains d'entraînement du Bayer Leverkusen. Après des semaines de repos accordées aux mondialistes, le milieu algérien a rejoint le groupe dirigé par Carles Martínez Novell. Cette reprise lance une saison importante pour le joueur de 20 ans, attendu dans un rôle plus central.

Le natif de Berlin revient d'un Mondial contrasté collectivement pour l'Algérie, mais révélateur. Dans une sélection rarement

convaincante, Maza a constitué l'une des rares satisfactions grâce à sa personnalité, sa percussive et sa capacité à faire progresser le ballon sous pression.

Les chiffres confirment cette impression. Selon les données relayées par la FIFA, il a réussi 14 dribbles durant la compétition, dont 12 pendant la phase de groupes, meilleur total à ce stade. Une statistique remarquable face à des adversaires comme l'Argentine, la Jordanie et l'Autriche, avant l'élimination contre la Suisse.

FEYENOORD ROTTERDAM

Hadj Moussa préfère l'Angleterre

Très courtisé sur le marché, Anis Hadj Moussa doit désormais choisir le projet capable d'accompagner son changement de dimension après deux saisons convaincantes à Feyenoord.

A un peu plus d'un mois de la fermeture du mercato estival, l'avenir de plusieurs internationaux algériens commence à s'éclaircir. Parmi les dossiers les plus suivis figure celui d'Anis Hadj Moussa. Elu joueur de la saison 2025-2026 par les supporters de Feyenoord, l'ailier de 24 ans pourrait quitter Rotterdam cet été, même si aucun accord n'a encore été conclu.

Nommé après le départ de Robin van Persie, Giovanni van Bronckhorst a récemment évoqué la situation de l'Algérien et d'Ayase Ueda : «Si Anis ou Ayase sont encore à Feyenoord au début du championnat, je serais fou de ne pas les faire jouer.» Une déclaration qui confirme

l'incertitude entourant leur avenir, sans toutefois signifier que Hadj Moussa aurait officiellement été placé sur la liste des transferts. Sous contrat jusqu'en juin 2030, le gaucher reste un élément important de l'effectif. Feyenoord pourrait néanmoins envisager une vente en cas d'offre jugée satisfaisante. Le nom de l'international algérien a circulé du côté de Benfica, du Sporting CP, de l'Olympique de Marseille, de Sunderland ou encore d'Aston Villa. Des formations du Golfe et de Turquie auraient également manifesté leur intérêt. Cependant, toutes ces pistes n'offrent pas les mêmes perspectives sportives. Le Sporting constituerait une option cohérente, notamment grâce à son exposition européenne et à sa capacité à développer des joueurs offensifs. La Premier League paraît néanmoins représenter le défi le plus stimulant.

Aston Villa, la destination idéale ?

Sur le papier, Aston Villa semble réunir plusieurs arguments. Champion d'Europe en 1982 et vainqueur de la Ligue Europa 2026, le club anglais a retrouvé une place importante sur la scène continentale sous la direction d'Unai Emery. Le technicien espagnol possède également une solide réputation dans l'accompagnement des joueurs et la construction de projets ambitieux. Un transfert à Birmingham ne constituerait toutefois une réussite que si Hadj Moussa obtenait un temps de jeu conséquent. La concurrence en Premier League reste particulièrement forte et le prestige d'un club ne suffit pas toujours à assurer une progression régulière. Le Sporting pourrait, dans ce domaine, lui offrir un statut plus rapidement affirmé.



Manchester City

Le gardien Trafford se rapproche de Leeds

Leeds United se rapproche du recrutement du gardien de Manchester City James Trafford, afin de renforcer le poste de gardien de but de l'équipe avant le début de la saison prochaine.

Selon le journal « The Athletic », Leeds United est sur le point de finaliser le transfert du gardien de Manchester City pour environ 47 millions d'euros, bonus compris.

L'international anglais de 23 ans, qui privilégiait un transfert vers le stade d'Elland Road, devrait devenir la troisième recrue estivale du club après Tarek Muharemović et Harry Wilson. Leeds United tenait à renforcer le poste de gardien de but après le départ de Karl Darlow à Manchester United.

Après que Newcastle a manifesté un temps son intérêt pour le gardien anglais, Trafford devrait désormais rejoindre Leeds.

Trafford avait rejoint Manchester City l'été dernier avec l'ambition de devenir le gardien titulaire, mais il a reculé dans la hiérarchie après l'arrivée surprise de Gianluigi Donnarumma.

La saison dernière, Trafford a disputé 17 matches toutes compétitions confondues, ses participations les plus marquantes ayant eu lieu lors des victoires de City en FA Cup et en Coupe de la Ligue anglaise.

EDF

Zinédine Zidane à la tête des Bleus

Un mariage inéluctable entre l'une des plus grandes légendes du football tricolore et son équipe totem, mais qui promet une mission des plus ardues à « Zizou ». Michel Platini, l'autre géant français du passé peut en témoigner : appelé à la rescousse pour succéder à Henri Michel à la fin des années 80, son expérience à la tête des Bleus avait pris fin après un gros loupé à l'Euro 1992, qui faisait suite à une non-qualification pour la Coupe du monde 1990. Preuve que le CV ne protège pas, qu'importe son épaisseur.

On l'a dit, Zidane prend la suite de celui qui fut son capitaine lors des sacres de l'équipe de France à la Coupe du monde 1998 puis à l'Euro 2000. Et en douze ans à la tête des Bleus, Didier Deschamps a imposé une excellence et une exigence de résultats qui sont devenues la nouvelle norme.

Viser la Lune, ça ne doit pas lui faire peur

Quart de finale à la Coupe du monde 2014 (avec une élimination contre le futur vainqueur allemand), victoire en 2018, finale en 2022 et demie en 2026, jamais la France n'avait connu une telle régularité. Même chose à l'Euro où, en dépit de la rocambolesque élimination contre la Suisse en 2021, les Bleus ont atteint la finale en 2016 et la demie il y a deux ans.

En clair, avec « DD » (et sous le patronage de sa chance légendaire), les Bleus ont fait des phases de poules une formalité. Et ils s'invitent avec régularité dans le dernier carré des tournois qu'ils disputent, un constat qui vaut également pour la Ligue des Nations, pour autant qu'on accorde une valeur véritable à cette compétition artificielle.

Ce qui implique que Zinédine Zidane sera jugé avec sévérité. Un crash au premier tour de l'Euro 2028 ou un raté à la Coupe du monde 2030 et l'aventure du sélectionneur pourrait bien tourner court. Signe de la place qu'occupe désormais l'équipe

Sans immense succès, le cadeau se révélera sans doute empoisonné. Secret de Polichinelle depuis de longs mois et l'annonce dès 2025 de la fin de mandat de Didier Deschamps au sortir du récent Mondial nord-américain, la nomination de Zinédine Zidane à la tête de l'équipe de France de football devait être officialisée hier mardi.

de France au sein de la hiérarchie mondiale, les Bleus pourront difficilement viser plus bas que le titre dans ces deux compétitions, quand bien même leur nouveau coach sera débutant.

Un effectif pléthorique et d'avenir

C'est d'autant plus vrai que Zinédine Zidane prend la tête d'un groupe en pleine maturité. Ousmane Dembélé est un Ballon d'Or de 29 ans, Michael Olise et Dayot Upamenaco sont les cadres d'un des effectifs les plus impressionnants d'Europe au Bayern Munich, Kylian Mbappé règne au Real Madrid comme en équipe de France, dont il est le meilleur buteur et passeur de tous les temps. Et derrière eux, de Rayan Cherki à Désiré Doué en passant par Hugo Ekiti, des vingtenaires apportent de nombreuses certitudes pour l'avenir.

Même au poste de latéral gauche, où Lucas Digne pourrait faire figure d'ancien à remplacer (il vient tout de même d'être recruté par le Paris Saint-Germain, signe de sa valeur et de son niveau), le réservoir français est riche. Adrien Truffert est titulaire incontournable en Premier League à 24 ans, le prometteur toulousain Dayann Methalie (20 ans) va s'envoler cet été pour l'un des meilleurs championnats d'Europe, Nhoa Sangui (20 ans également) est un pilier de l'ambitieux Paris FC... Bref, l'équipe de France est généreusement dotée, ce qui ajoute à l'impossibilité pour « Zizou » de se loucher. Car avec un tel trésor à sa disposition, d'éventuels ratés seront forcément rapportés à ses choix et à son coaching. Or Zinédine Zidane n'a jamais connu un contexte semblable à celui qui l'attend à la tête des Bleus. Sa seule expérience comme entraîneur remonte à ses années exceptionnelles à la tête du Real Madrid (2016-2018 et 2019-2021), avec lequel il a remporté douze trophées en deux ans et demi, dont trois Ligues des champions consécutives. Du jamais-vu.



Brésil

L'ancien sélectionneur Parreira quitte les soins intensifs

L'ancien sélectionneur du Brésil Carlos Alberto Parreira, champion du monde en 1994, a quitté

l'unité de soins intensifs après que sa santé s'est améliorée, a indiqué lundi l'hôpital de Rio de Janeiro où il est soigné. L'entraîneur de 83 ans présente une « amélioration clinique de son état général », a expliqué l'établissement de santé, ajoutant que le patient était « lucide, coopératif et (que) sa fonction rénale s'était stabilisée. » Il a été transféré dans une unité de soins semi-intensifs. Carlos Alberto Parreira a été admis à l'hôpital le 16 juin en raison d'une inflammation pulmonaire. Fin juin, il a été opéré après l'aggravation de son état de santé qui a nécessité son placement sous respiration artificielle. Il souffre

depuis 2023 d'un lymphome de Hodgkin, un cancer du système lymphatique.

Le Brésilien détient le record de participations en Coupe du monde en tant que sélectionneur : au-delà de ses deux passages aux commandes de la Selecao en 1994 et en 2006, il a aussi entraîné le Koweït en 1982, les Emirats arabes unis en 1990, l'Arabie saoudite en 1998 et l'Afrique du Sud en 2010. Il a connu son heure de gloire en 1994, à la tête du Brésil qui a triomphé aux Etats-Unis avec le tandem d'attaquants Romario-Bebeto.

ITALIE

Des démissions après le retrait de Pirlo

L'Italie est à nouveau plongée dans le chaos. A peine deux semaines après leur nomination, Paolo Maldini et Leonardo ont présenté leur démission de leurs fonctions au sein de la Fédération italienne de football (FIGC), en raison du refus d'Andrea Pirlo Maldini et Leonardo ont démissionné de leurs fonctions à la Fédération italienne de football (FIGC), selon Sky Sport Italia. Cette décision survient seulement quelques jours après leur entrée en poste, dans le cadre d'une vaste refonte de la direction de la Nazionale.

Nommé directeur technique le 11 juillet, Maldini devait piloter la reconstruction de la Nazionale après son élimination de la Coupe du monde pour la troisième fois consécutive. Sa première mission consistait à trouver un successeur à Gennaro Gattuso, dont le départ avait laissé le poste d'entraîneur principal vacant. Pourtant, après seulement seize jours en fonction, Maldini a jeté l'éponge, imité par Leonardo, l'ancien international brésilien recruté comme conseiller.

Le retrait de Pirlo provoque des remous

La démission est intervenue peu après l'annonce de l'ancien international italien Pirlo, qui a renoncé au poste de sélectionneur de la Nazionale, sous la pression d'une vive opposition liée à ses intérêts commerciaux avec une société de paris russe. Sa candidature était devenue intenable au fil des jours, la controverse provoquant un tollé dans le milieu du football transalpin et dans les médias.

Pirlo était le premier choix de Maldini pour prendre les rênes de la Nazionale après le refus de Pep Guardiola. Privé d'options évidentes, Maldini a finalement jugé que l'échec de la nomination de Pirlo rendait leur propre position intenable, les conduisant tous deux à abandonner leurs fonctions récemment créées. Ce double départ précipite immédiatement dans la crise le nouveau président de la FIGC, Giovanni Malagò, laissant la fédération sans stratégie claire pour l'équipe nationale, alors que le football italien traverse l'un de ses plus bas depuis près de quarante

ans. M. Malagò doit désormais s'atteler à la tâche peu enviable de redresser la barre, alors qu'il vient tout juste de prendre ses fonctions à la tête de l'instance dirigeante du football transalpin.

Ces remous interviennent après une saison noire, marquée par l'élimination précoce des clubs italiens en Europe et un troisième échec consécutif à se qualifier pour la Coupe du monde. L'instabilité qui frappe la fédération depuis plusieurs mois s'en trouve aggravée, et l'ensemble du projet de reconstruction de la Nazionale, de la direction jusqu'au groupe joueur, est désormais remis en question.

Depuis l'écartement de Maldini et Leonardo, plusieurs techniciens de renom sont pressentis pour le poste d'entraîneur principal : Roberto Mancini, Antonio Conte et Thiago Motta.



LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

1. Garde-corps. II. Un symbole du compagnon maçon. Morceau de squelette. III. Mastic de garnissage. Précède Noël. IV. Une pièce quasi indispensable pour une maison bioclimatique. C'est moi qui parle. V. Publiai. Se jette dans l'Adriatique. VI. Château de poupe. Janoseconde. VII. L'Equateur en ligne. Affluent de la Seine. VIII. Rapport en maths. Voie publique. IX. Entoure la cité médiévale. X. Abrita une manufacture et une école normale. Aigre.

VERTICALEMENT

1. Positions dominantes en architecture. 2. Ouvrage d'art et d'eau. 3. Légation. 4. Pupitre. Vieille technique de télécommunication. 5. Europe abrégée. Bâtiment de peintres. 6. Strontium. L'OTAN outreAtlantique. C'est-à-dire que c'est du latin. 7. Héritage du passé. 8. Imagina. Au milieu du menu. 9. Pierre de construction. 10. Domine les fortifications. 11. Villa romaine à Tivoli. Une famille d'architectes allemands.

12345678910

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

SORTILÈGE DENT LONGUE	CONFLIT INNÉE	OBSTINÉE NÉGATION	CHÂTINEUR	CONFÈRE PASSIONNÉ	VEDETTE ABRASIF
			RÉSULTAT COUTUMES		
PERMISSION LÉGENDE DU NÉPAL				POSSÉSSIF FACÉTIE	
		VOLER CITADINE			
ESCAFADE LUSTRE			VIEILLE PEAU VIF		ANIMAL À PENCES
		CONJONC- TION		MANE PATRE D'ABRAHAM	
DÉMONS- TRATIF PÊCHE EN DESSERT	ALCOOLIQUE RÉGION VINICOLE				APÉRITIF
		CRE D'ARCHI- MEDE MYSTÉ- RIEUSE			
IMMORTEL	TEMPS LIBRE SOUTERRAIN			COORD- ONNÉES BANCAIRES CIRQUE	
			NO D'ANGLE CONFES- SIONS		
GREFFE	AFFIRME HABILLE LE PETIT RAT			MATÈRE PREMIÈRE DE LA BIÈRE	ÉLIMÉE
		SOMME		ACTIONNÉ SOLUTION	
D'EAU OU DE LAIT BRONCHILLE			COLLATION FILET D'EAU		
		OUTIL DE MAÇON			
SOMPTUEUX				SAISON	

MOTS MÊLÉS

- LENTAURE

TERBERE

CHIMERE

CYCLOPE

JJINN

ORACULA

ORAGON

ELFE

ANTOME

ARFADET

JARGANTUA
- GARGOUILLE

GEANT

GOBELIN

GOLEM

GORGONE

GOULE

GRIFFON

HOBBIT

HYDRE

KORRIGAN

LICORNE
- LOUP

MELUSINE

MINOTAURE

MONSTRE

NAGA

NAIN

NIXE

NYMPHE

OGRE

ONDINE

PEGASE
- PSYCHE

SATAN

SIRENE

SORCIERE

SPHINX

TROLL

VAMPIRE

VOUIVRE

YETI

ZOMBIE

N	I	X	E	S	A	G	E	P	D	J	I	N	N	C
I	G	E	L	L	I	U	O	G	R	A	G	R	G	M
L	O	R	R	H	E	R	T	S	N	O	M	O	E	C
E	E	U	I	U	Y	R	E	N	I	S	U	L	E	M
B	F	A	R	F	A	D	E	T	A	L	O	R	K	Q
O	L	T	E	L	F	T	R	I	E	G	B	O	G	Z
G	E	N	R	N	O	O	O	E	C	E	R	G	O	O
U	E	E	M	O	R	U	N	N	R	R	I	A	R	M
P	T	C	Y	C	L	O	P	E	I	E	O	A	G	B
S	P	H	I	N	X	L	C	G	R	M	I	S	O	I
Y	D	R	A	C	U	L	A	I	S	I	R	E	N	E
C	N	E	M	O	T	N	A	F	L	H	P	I	E	Y
H	O	B	B	I	T	N	A	E	G	C	A	M	E	E
E	N	I	D	N	O	G	A	R	D	N	A	T	A	S
A	G	A	N	Y	M	P	H	E	R	V	I	U	O	V

SUDOKO

		1			7	9		
	6		5	3			8	
7		2	6			5		3
2				1		8	5	
	7		9		8		2	
	4	3		2				6
9		4			3	6		8
	3			7	9		1	
		7	4			2		

SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS

SUDOKO — LES MOTS CROISÉS

85322714696

946

262

393

787

515

431

687

526

IX

VIII

VII

VI

V

IV

III

II

I

Z

E

E

R

E

S

S

I

A

I

L

8

9

6

5

4

3

2

1

0

9

8

7

6

5

4

3

2

1

S	E	S	S	S	L	S	A	S
R	D	S	S	S	S	M	S	P
U	N	E	S	S	S	O	S	E
N	E	K	E	R	A	T	I	U
A	G	M	I	E	C	A	B	N
A	S	A	M	A	D	A	S	N
N	C	O	P	E	I	E	S	A
S	A	R	T	S	S	S	S	A
E	U	S	S	E	N	N	O	S
T	E	S	E	N	N	O	S	T
S	I	N	O	T	I	G	O	M
E	S	M	E	L	I	S	M	E
E	Z	B	E	E	E	E	E	D

JOURNÉES DU COURT MÉTRAGE D'ALGER

Des regards **croisés** sur la société algérienne

NASSIM TERKI

La deuxième journée des Journées du court métrage d'Alger a confirmé la richesse et la diversité de la production cinématographique nationale. Six œuvres ont été projetées en deux séances, en présence de leurs réalisateurs ainsi que de membres des équipes de tournage. Au-delà des projections, les échanges avec le public ont permis d'éclairer les démarches artistiques et les thèmes abordés par les cinéastes. Coordinateur de la manifestation, Saïd Mahdaoui a rappelé que cette rencontre n'avait pas vocation à départager les films. L'objectif est avant tout d'offrir aux courts métrages algériens un espace de diffusion dans une salle nationale et de favoriser la rencontre entre les œuvres, leurs auteurs et le public. La première séance a réuni « Rahma » de Hanan Gharbi, « Weed » d'Abderrahmane Kriid et « Khamssiniat » d'Assia Khemissi, trois films qui explorent des univers différents tout en portant un regard sur la société algérienne.

Avec « Rahma », Hanan Gharbi entraîne le spectateur dans le quotidien d'une troupe théâtrale qui regagne Batna après une représentation donnée dans un hôpital accueillant des enfants atteints de cancer à Alger. L'essentiel de l'action se déroule dans une station de taxis, où les conversations entre les membres de la troupe révèlent progressivement les tensions, les fragilités personnelles et les questionnements qui traversent chacun des personnages.

En marge de la projection, la réalisatrice a expliqué que cette œuvre constitue sa première expérience cinématographique après un parcours dans l'écriture théâtrale mené avec le Théâtre régional de Batna. Enseignante de philosophie, elle voit dans ce film une étape importante de son évolution artistique.

Le deuxième film, « Weed », s'intéresse aux ravages de la toxicomanie. Le récit suit un jeune homme dont la dépendance aux stupéfiants altère progressivement la perception de la réalité. Sous l'effet de son addiction, il imagine les substances qu'il consomme sous les traits d'une femme avec laquelle il entretient une relation aussi passionnée que conflictuelle, donnant au film une dimension psychologique marquée.

La séance s'est achevée avec « Khamssiniat », dans lequel une jeune réalisatrice se rend à Timimoun afin de tourner un documentaire consacré à l'Ahel-lil. Au fil de son séjour, elle tisse des liens avec les habitants et découvre une mémoire collective profondément ancrée dans les traditions locales. À tra-

Entre drame, thriller psychologique et récit initiatique, la deuxième journée des Journées du court métrage d'Alger a réuni six réalisations illustrant la diversité du cinéma algérien contemporain.



vers les échanges avec les personnes rencontrées et les souvenirs de sa grand-mère, évoqués grâce à une vidéo conservée sur son téléphone portable, le film met en avant la transmission, les croyances populaires et l'attachement au patrimoine immatériel du Sud algérien.

Assia Khemissi a rappelé que « Khamssiniat » est son premier film. Récompensée par le Poulain d'Or au Fespaco de Ouagadougou, cette réalisation représente pour elle une expérience fondatrice, destinée à développer son langage cinématographique et à nourrir sa relation avec les personnes rencontrées au cours de ses tournages.

La seconde séance a proposé trois autres univers cinématographiques avec « Taftafa ou Maqnine » (« La mobylette et le chardonneret ») d'Amir Bensaiifi, « Inconnu » d'Ahmed Zitouni et « La lettre » de Mourad Guechoud.

Dans « Taftafa ou Maqnine », deux femmes entreprennent un voyage en mobylette entre Sétif et Alger. Au-delà du déplacement géographique, le film se construit comme un parcours initiatique jalonné de rencontres et de situations qui interrogent les personnages. Le réalisateur y introduit également un dialogue singulier entre l'héroïne et le scénariste, procédé qui traduit les hésitations du créateur ainsi que les conflits intérieurs auxquels chacun

peut être confronté. Avec « Inconnu », Ahmed Zitouni plonge le spectateur dans un thriller psychologique. Après avoir ramassé un téléphone portable abandonné, une artiste peintre devient la cible d'appels anonymes menaçants. Malgré sa décision de s'en débarrasser, elle se retrouve progressivement entraînée dans un phénomène inexplicable qui la conduit à reproduire elle-même ce cycle de menaces, installant une atmosphère de tension et de mystère. Enfin, « La lettre » de Mourad Guechoud aborde avec sobriété le thème de la maladie et du silence. Le film raconte l'histoire d'une femme atteinte d'un cancer qui choisit de cacher son état à son époux. Ce n'est qu'après son décès que celui-ci découvre, à travers son journal intime, les épreuves qu'elle a traversées seule. L'œuvre met en lumière les conséquences du non-dit, les souffrances qu'il engendre et les incompréhensions qui peuvent s'installer au sein d'un couple confronté à la maladie. À travers cette programmation, les Journées du court métrage d'Alger confirment leur vocation de vitrine du cinéma algérien contemporain. En réunissant des œuvres aux écritures variées et aux préoccupations multiples, la manifestation offre aux réalisateurs un espace d'expression et favorise le dialogue avec le public autour des évolutions du court métrage national.

Le ministère de la Culture et des Arts lance le programme « Summer House Culture and Arts »

Dans le cadre de sa politique de promotion de la pratique culturelle et artistique, le ministère de la Culture et des Arts lancera, du 1er août au 1er septembre 2026, le programme « Summer House Culture and Arts », placé sous le slogan « Notre été créatif ». Déployée à travers les établissements culturels relevant du secteur sur l'ensemble du territoire national, cette initiative s'adresse principalement aux enfants, aux adolescents et aux jeunes afin de leur offrir un espace d'expression, de formation et de découverte durant les vacances d'été. Le programme propose plusieurs ateliers artistiques et culturels destinés à encourager la créativité et à révéler les talents. Les participants pourront prendre part aux activités « Mon quartier en couleurs », consacrée aux arts plastiques, « Mon histoire et mon théâtre », dédiée à l'expression théâtrale, « La voix du musée », ainsi qu'à des ateliers de slam et de déclamation poétique, de stand-up comedy, de « La rue du conteur et du Goual », inspirée de la tradition orale populaire, et de « Film mobile », consacré à la réalisation audiovisuelle à l'aide du téléphone portable. À travers ce programme, le ministère entend faire des établissements culturels de véritables espaces de création, de formation et de pratique artistique, tout en renforçant la participation des enfants et des jeunes aux activités culturelles pendant la saison estivale. Le ministère invite, à cet effet, les enfants et les jeunes intéressés à se rapprocher des établissements culturels de leurs wilayas pour s'inscrire aux différents ateliers, dans la limite des places disponibles.

Le département de la Culture souligne que « Summer House Culture and Arts » se veut un rendez-vous culturel estival destiné à détecter, accompagner et valoriser les talents créatifs des jeunes générations. Cette initiative s'inscrit dans la volonté du secteur de favoriser l'accès de tous à la culture et de faire des institutions culturelles de véritables Maisons de la culture et des arts, ouvertes aux enfants tout au long de la semaine.

THÉÂTRE NATIONAL ALGÉRIEN

« **Ya Bahdjati** » à la recherche de ses comédiens

Le Théâtre national algérien (TNA) Mahieddine-Bachtarzi poursuit sa démarche en faveur du renouvellement de la scène théâtrale nationale. Dans cette perspective, l'institution a organisé, dimanche et lundi, des auditions destinées à sélectionner les comédiens qui rejoindront la distribution de « Ya Bahdjati », une nouvelle production pour le public adulte mise en scène par Fakhr Eddine Lounissi, sur un texte de Benhania Youcef. Cette opération s'inscrit dans la stratégie du TNA visant à repérer de « nouveaux profils » et à offrir aux jeunes artistes l'occasion d'intégrer des productions professionnelles. Pour de nombreux candidats, ces auditions représentent une étape importante dans un parcours souvent marqué par un manque d'opportunités d'accéder aux grandes scènes nationales. Directeur artistique du Théâtre national algérien, Djamel Guermi explique que le recours au casting est désormais devenu une pratique systématique avant le lancement de chaque nouvelle création. Cette démarche permet aux metteurs

en scène de constituer leurs distributions en fonction des exigences artistiques de leurs projets, tout en élargissant le champ des recrutements. Selon lui, plusieurs créateurs privilégient aujourd'hui la découverte de nouveaux interprètes afin d'apporter un souffle nouveau aux productions. L'objectif est de faire émerger de jeunes comédiens capables d'incarner certains personnages avec un regard neuf, tout en préparant progressivement la relève artistique du Théâtre national algérien. Le responsable rappelle que cette politique de recrutement s'inscrit dans le programme de la prochaine saison théâtrale. Un premier casting avait déjà été organisé il y a quelques semaines pour la pièce « Azef », tandis que celui consacré à « Ya Bahdjati » constitue la deuxième phase de cette campagne de sélection. Deux autres productions sont encore prévues avant le démarrage des répétitions, programmé au mois de septembre. D'ici là, le mois d'août sera consacré aux travaux d'entretien et d'embellissement des espaces du Théâtre national. Cette période

permettra également aux équipes artistiques et techniques de poursuivre la préparation des spectacles, notamment la réalisation des décors, la conception de la scénographie, la création des costumes ainsi que la mise au point des différents dispositifs techniques nécessaires aux futures productions. Pendant ces deux journées d'audition, plusieurs dizaines de jeunes candidats se sont présentés devant le jury. Tous nourrissent le même espoir : décrocher un rôle au sein d'une production du TNA et intégrer le circuit professionnel du théâtre. Parmi eux, Amine Bouhania, déjà actif dans le domaine de la comédie, possède une première expérience acquise à travers un feuilleton télévisé et plusieurs spectacles théâtraux. Il considère cette audition comme une occasion de rejoindre une institution prestigieuse et de donner une nouvelle dimension à son parcours artistique. Pour Abdelbasset Feghani, cette expérience constitue un premier contact avec le théâtre professionnel. Bien qu'il n'ait encore jamais interprété de rôle sur scène, il affirme

avoir reçu des appréciations encourageantes de la part du jury. Il espère intégrer une institution qu'il considère comme une véritable école de formation, dont sont issus plusieurs grands noms du théâtre algérien. Même ambition pour Abdelkrim Larouti, qui souhaite franchir une nouvelle étape après avoir participé à de modestes productions. En se présentant au casting du TNA, il ambitionne d'évoluer dans un cadre professionnel susceptible d'enrichir son expérience et de perfectionner son jeu d'acteur. À travers cette série d'auditions, le Théâtre national algérien confirme sa volonté d'inscrire la transmission entre générations au cœur de son projet artistique. En ouvrant régulièrement ses productions à de nouveaux visages et en leur permettant de travailler avec des metteurs en scène confirmés, l'institution entend contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération de comédiens appelée à porter le théâtre algérien dans les années à venir.

Rédaction Culturelle

Trait d'esprit

“Si vous cherchez le mal parmi les hommes, vous le trouverez ; si vous cherchez le bien, vous le trouverez aussi.”

Abraham Lincoln

Cinquante-cinq agences pour accompagner les pèlerins en 2027



L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a publié, hier, la liste définitive des agences de tourisme et de voyages habilitées à organiser le hadj 1448 H/2027. Au total, 55 structures ont été retenues pour accompagner les futurs pèlerins algériens dans ce voyage spirituel. L'ONPO a précisé que cette sélection a été établie en fonction des aéroports de départ agréés, afin de faciliter l'accès des pèlerins depuis différentes régions du pays. Les dix aéroports concernés sont : Alger, Oran, Constantine, Tlemcen, Batna, Ouargla, Annaba, Ghardaïa, Laghouat et Tamanrasset. Cette liste, longtemps attendue par les candidats au hadj, marque une étape clé dans la préparation de la saison 1448 H/2027. Elle témoigne d'une volonté de conjuguer rigueur administrative et proximité géographique, pour que chaque pèlerin puisse entamer son voyage dans les meilleures conditions, depuis l'aéroport le plus proche de chez lui.

L'Olympique Akbou mise sur l'expérience sénégalaise

L'Olympique Akbou prépare activement sa nouvelle saison en recrutant deux joueurs sénégalais, Bonaventure Bonito Fonséca (25 ans, milieu défensif) et Sogué Moussa (25 ans, défenseur central). Le premier, en provenance de Tunisie, s'est engagé pour trois ans, tandis que le second, issu du championnat sénégalais, a signé pour deux saisons. Ces arrivées s'ajoutent à celle du jeune Abdelkader Zakaria Essahli (20 ans), recruté au CR Belouizdad, confirmant la volonté du club de mêler jeunesse et expérience pour construire un effectif compétitif. La direction mise sur des profils capables de s'intégrer rapidement et d'apporter une saine concurrence au sein du groupe. Après une première phase de préparation physique à Akbou, l'équipe est désormais en stage en Tunisie pour affiner sa condition et entamer la pré-compétition, avec un premier match test face au CR Belouizdad.

Piqûres de scorpion en Algérie : baisse des cas en 2025



En 2025, l'Algérie a enregistré 41 987 piqûres de scorpion, soit une baisse de 10,5 % par rapport à 2024, selon le bilan de l'Institut national de santé publique (INSP). Malgré cette amélioration, 20 décès ont encore été recensés, soit un chiffre stable par rapport à l'année précédente. Les hommes (61,5 %) et les personnes âgées de 15 à 49 ans (55 %) sont les plus touchés, principalement aux jambes et aux bras (plus de 90 % des cas). Les piqûres surviennent surtout la nuit (52 %) et en été, avec un pic en juillet (20,5 % des cas). Les régions du sud et des hauts plateaux (El Oued, Biskra, Adrar) sont les plus exposées, tandis que le nord (Annaba, Tizi Ouzou, Oran) est épargné. 64 % des décès concernent des habitants de zones rurales, où l'accès aux soins d'urgence est limité. Pour l'INSP, cette baisse ne doit pas faire baisser la garde : la prévention et la prise en charge rapide restent essentielles, surtout dans les zones isolées. La surveillance épidémiologique, en place depuis 1986, permet de suivre l'évolution du phénomène et d'adapter les mesures de lutte.

Tennis de table en Afrique : l'Algérie en tête avec sept médailles

La sélection algérienne de tennis de table (garçons et filles) a remporté sept médailles (1 or, 2 argent et 4 bronze) aux épreuves individuelles des Championnats d'Afrique des jeunes 2026, qui ont pris fin lundi soir à Accra (Ghana). La seule médaille d'or algérienne a été l'œuvre de Tania Morice chez les U19, après sa victoire en finale face à la Sud-Africaine Roshika Sunday sur le score de 4 à 1. Les deux médailles d'argent ont été décrochées par Morice Jade et Zouitene Bilel au double mixte (U19). La sélection algérienne avait remporté quatre médailles (1 argent et 3 en bronze) lors

des épreuves par équipes (garçons et filles). Disputée du 20 au 27 juillet dans la capitale ghanéenne, cette compétition, organisée sous l'égide de la Fédération africaine de tennis de table (ITTF Africa), réunit les meilleurs jeunes pongistes du continent, appelés à se disputer les titres africains dans les différentes épreuves individuelles, en double et par équipes. La participation algérienne avec treize pongistes (filles et garçons) dans les catégories U15 et U17 s'inscrit dans le cadre de la politique de développement de la relève menée par la Fédération algérienne de tennis de table.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

L'ANBT ouvre ses portes aux partenariats avec les microentreprises innovantes

L'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) annonce l'ouverture d'un appel à partenariat destiné aux microentreprises innovantes, dans le cadre de la recherche de solutions technologiques de pointe pour la gestion des ressources en eau.



Cette initiative, portée par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) à travers la plateforme Small Business Hub, vise à mobiliser les compétences des microentreprises et des start-up afin de développer des solutions innovantes répondant aux besoins de l'ANBT. « Dans le cadre de sa stratégie visant à faciliter l'accès des microentreprises aux marchés et à les connecter aux besoins des institutions et organismes économiques, la plateforme Small Business Hub lance une nouvelle opportunité de collaboration au profit des microentreprises innovantes avec l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT) », indique la NESDA dans un communiqué. Les entreprises intéressées sont invitées à proposer des projets dans plusieurs domaines stratégiques, notamment les drones, les capteurs intelligents et l'Internet des objets (IoT), ainsi que l'intelligence artificielle (IA) et les technologies émergentes. Ces innovations seront mises à contribution pour renforcer la surveillance des barrages, améliorer la sécurité des infrastructures hydrauliques et optimiser la gestion des ressources en eau. L'ANBT encourage les porteurs de projets innovants à saisir cette opportunité afin de valoriser leur savoir-faire, développer de nouveaux partenariats et participer à des projets à forte valeur ajoutée pour le développement national.

Ainsi, dans un contexte où la préservation des ressources hydriques est devenue un enjeu majeur, l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) mise sur l'innovation pour renforcer la sécurité et l'efficacité de ses infrastructures. Cette démarche traduit une nouvelle vision du développement économique, fondée sur l'intégration des jeunes entreprises innovantes dans les grands projets publics. En mobilisant les compétences nationales, l'ANBT entend encourager l'émergence de solutions locales adaptées aux défis de la gestion durable de l'eau. Les technologies recherchées, notamment les drones, les capteurs intelligents connectés (Internet des objets) et les applications de l'intelligence artificielle, sont appelées à jouer un rôle déterminant dans la surveillance des barrages. Les drones permettent d'inspecter rapidement les ouvrages, d'identifier les fissures, les mouvements de terrain ou les anomalies difficiles d'accès, tout en réduisant les coûts et les délais des opérations de contrôle. Les capteurs intelligents, installés sur les barrages, assurent quant à eux une surveillance continue des principaux paramètres techniques, tels que les variations du niveau d'eau, la pression, les vibrations, les infiltrations ou encore les déformations de la structure. Les données collectées en temps réel permettent d'anticiper les risques et d'intervenir avant qu'un incident ne se trans-

forme en problème majeur. L'intelligence artificielle vient compléter ce dispositif en analysant les données recueillies afin de détecter des anomalies, prévoir les besoins en maintenance et optimiser la gestion des ressources en eau. Grâce à ces outils, les gestionnaires disposent d'une aide à la décision plus performante, capable d'améliorer la planification des interventions et la répartition des volumes d'eau selon les besoins des différents secteurs. Au-delà de l'apport technologique, cette initiative constitue une opportunité pour les microentreprises innovantes de démontrer leur savoir-faire, d'accéder à un marché stratégique et de développer des partenariats avec les institutions publiques. Elle favorise également la création d'un écosystème national de l'innovation, dans lequel les jeunes entreprises participent activement à la transformation numérique des infrastructures hydrauliques. En associant les microentreprises aux projets de modernisation des barrages, l'ANBT poursuit un double objectif : renforcer la sécurité des ouvrages hydrauliques et encourager le développement d'une économie fondée sur l'innovation, la technologie et les compétences nationales. Cette approche s'inscrit pleinement dans la stratégie de l'Algérie visant à promouvoir l'entrepreneuriat innovant tout en garantissant une gestion plus efficiente et durable des ressources en eau.